



# LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I

LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES  
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



© BBC

7 OCTOBRE - 1 AN APRES

**BANDE DE GAZA**

PAGE 4

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

**ÉTATS-UNIS**

PAGE 17

LES RI SELON

**JACQUES BAINVILLE**

PAGE 42

# L'Édito



## LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2024-2025

Chers lecteurs, chères lectrices,

Au nom des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master de Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales, elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, écologiques, sécuritaires ou culturels. Nouvelles routes de la soie en Asie, conflits au Moyen-Orient, transition énergétique en Europe ou encore trafic de drogue en Amérique Latine, nous souhaitons vous proposer un véritable tour d'horizon mondial des grands enjeux de notre époque.

Pour ce 24e numéro, nous avons choisi de consacrer notre dossier aux élections présidentielles américaines, qui auront lieu ce mardi 5 novembre. Nous nous pencherons dans un premier temps sur le rôle crucial des "swing states" dans la course aux voix, puis nous aborderons les répercussions qu'aurait un retour de Donald Trump à la Maison Blanche pour les relations transatlantiques, pour enfin analyser dans un dernier temps les deux scénarios possibles à l'issue de ces élections et leurs conséquences internes. Ce numéro s'enrichit de plusieurs analyses géopolitiques d'actualité, portant sur l'avenir des kibbutzim frontaliers de la bande de Gaza dans le contexte du conflit israélo-palestinien, sur la symbolique des festivités des 75 ans du parti communiste chinois à Hong-Kong, ou encore sur l'arrivée au pouvoir de Claudia Sheinbaum au Mexique. Les trois derniers articles portent quant à eux sur le rôle de l'UE dans l'accord de paix en 2016 en Colombie, sur l'apport de Jacques Bainville dans l'analyse des relations internationales, et sur la voie transcaspienne comme nouvelle arène géopolitique.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

**Rédacteurs en chef**  
**MARIN GUILLOU VERNE & ROBIN YAHIA**

# S O M M A I R E

---

- 4 UN AN APRÈS LE 7 OCTOBRE : QUEL AVENIR POUR LES KIBBOUTZIM FRONTALIERS DE LA BANDE DE GAZA ?  
*Clothilde Faisant*
- 9 LES 75 ANS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, OU LES FESTIVITÉS INTÉRESSÉES DE XI JINPING  
*Matisse Dormoy*
- 13 CLAUDIA SHEINBAUM : UNE NOUVELLE ÈRE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES MEXICAINES ?  
*Camille Beetschen*
- 17 **DOSSIER : ÉLECTIONS AMÉRICAINES 2024**  
*Beloslava Ouzounova, Robin Yahi, Grégoire Marconnet et Lou Garcia*
- 33 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER
- 36 PEACEBUILDING EN COLOMBIE : L'INTERVENTION EUROPÉENNE DANS L'ACCORD DE PAIX DE 2016  
*Mathilde Arrouart*
- 42 JACQUES BAINVILLE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES  
*Alexandre Delattre*
- 45 LA VOIE TRANSCASPIENNE : UNE NOUVELLE ARÈNE GÉOPOLITIQUE ?  
*Nikita Tretiakov*
- 49 REMERCIEMENTS

# UN AN APRÈS LE 7 OCTOBRE : QUEL AVENIR POUR LES KIBBOUTZIM FRONTALIERS DE LA BANDE DE GAZA ?

RÉDIGÉ PAR CLOTHILDE FAISANT



Image n°1 : Des maisons détruites au kibbutz Kfar Aza le 7 octobre 2023 devant lesquelles sont affichés les portraits des habitants en otage à Gaza. © Goldberg

Le 7 octobre 2023, Israël, et plus largement le monde entier, se réveillait dans l'effroi face aux images d'une attaque terroriste à l'ampleur inédite. À 6h29, des membres du Hamas, mouvement islamiste contrôlant la bande de Gaza, pénètrent en territoire israélien, tandis qu'une salve de roquettes frappe le Sud du pays. Rapidement, les commandos dirigent leurs attaques vers le festival Nova et les kibbutzim situés à seulement quelques kilomètres de la barrière de sécurité séparant Israël de Gaza. Cette série d'attentats, désignée par les leaders du Hamas sous le nom de « déluge d'Al-Aqsa », en référence à la mosquée de Jérusalem Est, un lieu hautement symbolique pour les Palestiniens, s'avérera la plus meurtrière subie par Israël depuis son indépendance en 1948. Alors que les forces israéliennes mettront plusieurs jours à reprendre le contrôle du territoire, près de 1 200 victimes, militaires et civiles, seront recensées, ainsi que 251 otages (Mounier, 2024). Un an plus tard, alors que 101 citoyens israéliens restent captifs à Gaza, Israël reste investi dans une riposte multi-front controversée pour ses répercussions sans précédent à Gaza et au Liban. Avant ces évènements tragiques, les habitants des kibbutzim frontaliers de Gaza se tenaient volontairement à l'écart des problématiques militaro-stratégiques en prônant une approche pacifiste du conflit israélo-palestinien.

Désormais, après s'être retrouvés au cœur de ce que l'on désigne en Israël comme « le Shabbat noir », la situation a nécessairement changé.

De fait, pour saisir pleinement l'impact à la fois stratégique et symbolique de ces attaques tournées vers ces villages, jusqu'alors rarement au cœur de l'actualité, il est crucial de revenir sur l'origine des kibbutzim et leur rôle fondateur dans l'histoire de l'État d'Israël.

## LES KIBBOUTZIM, DES STRUCTURES FONDATRICES POUR LA CULTURE ISRAÉLIENNE

Les kibbutzim, tels qu'ils existent encore aujourd'hui en Israël, sont nés au début du XXe siècle. Degania, le premier village à être qualifié de « kibbutz », fut fondé en 1910. Ce terme, qui signifie « assemblée » en hébreu, désigne un village communautaire basé sur une exploitation agricole et caractérisé par une organisation collectiviste. Celle-ci impliquait, entre autres, un système d'admission strict, limitant l'installation à un petit nombre de familles afin de ne pas attirer l'attention des autorités britanniques de l'époque.

Au sein du kibbutz, la structuration collectiviste du quotidien, inspirée des théories marxistes, impliquait notamment un partage égalitaire des ressources agricoles, des logements ou encore des vêtements entre chaque famille (Helman, 2011), l'ensemble de ces biens étant considérés comme propriétés du kibbutz dans sa globalité et non de ses membres en tant qu'individus.

En pratique, dans les kibbutzim qui fonctionnent encore aujourd'hui sur ce modèle, les habitants ne sont pas propriétaires de leur logement. En cas de décès, le logement n'est pas transmis aux descendants, mais redistribué à de nouveaux membres. L'objectif est de subvenir aux besoins vitaux de chacun tout en évitant l'accaparement des ressources par quelques familles. Bien que ce mode de vie puisse sembler singulier, dans le contexte des tensions interethniques marqué notamment par la Grande révolte arabe de 1936, il répondait à une nécessité de survie collective (Weinstock, 2011). De plus, la majorité des immigrants juifs en Palestine à cette époque étant originaires de l'espace soviétique, ce modèle communautaire correspondait d'une certaine manière à leur idéal de vie. Ainsi, en 1948, près de la moitié des localités juives en Israël étaient des kibbutzim (Derech, 1971).

Aujourd'hui, bien que certains kibbutzim aient conservé une organisation collectiviste, beaucoup ont assoupli leurs règles. En 2023, ces structures, dans lesquelles ne résidaient plus que 1 % de la population israélienne, étaient souvent considérées comme des vestiges du passé. Cependant, les récents événements les ont replacés au centre de l'actualité israélienne, rappelant leur rôle symbolique et stratégique, mais aussi leur vulnérabilité.

## **LES ATTAQUES DU 7 OCTOBRE TOURNÉES CONTRE UN BERCEAU DU PACIFISME ISRAÉLIEN**

Le pourtour de Gaza compte 26 kibbutzim. Si certains ont pu, dans une certaine mesure, être épargnés par les massacres perpétrés par les terroristes du Hamas, d'autres, comme les villages de Nir Oz, Kfar Aza ou encore Be'erim, ont subi de lourds dommages matériels, mais surtout humains. Le traumatisme y est d'ailleurs si vif que la plupart des habitants ne savent toujours pas s'ils regagneront leurs logements un jour (Arte, 2024).

Le manque de préparation et la lenteur des secours soulèvent des questions en Israël où l'on cherche à déterminer la responsabilité des dirigeants politiques et du commandement militaire. Cependant, alors qu'avant le 7 octobre la situation était déjà constamment sous tension, le déchaînement de violence qui s'est abattu ce samedi matin semblait totalement inimaginable.



Figure n°1 : Carte des localités israéliennes attaquées le 7 octobre 2023.  
© Le Monde EN (11 octobre 2023)

La stupeur qui a envahi les kibbutzim frontaliers de la bande Gaza au déclenchement des attaques s'explique notamment par l'ancrage idéologique de leurs résidents. En effet, contrairement à la tendance politique qui prenait alors de plus en plus d'ampleur en Israël, le mouvement kibbutzique s'est développé autour de principes socialistes et pacifistes (Near, 2011). Avant le 7 octobre, les kibbutzim constituaient des sortes de laboratoires pour la naissance d'initiatives en faveur de la cohabitation israélo-palestinienne. Parmi ces initiatives, on peut citer l'Arava Institute, école fondée au sein du kibbutz Ketura et nommée en avril 2023 pour le prix Nobel de la paix. Au sein de cette école sont formés conjointement des étudiants Israéliens et Palestiniens à la gestion durable des ressources dans le but de développer une « diplomatie environnementale au Moyen-Orient » définie comme une coopération internationale qui surpasserait les tensions politiques (*About the Arava Institute*, s.d.).

Parmi ces initiatives nées dans les kibbutzim figurait aussi l'organisation « Women Wage Peace », dont la cofondatrice, Vivian Silver, a été assassinée le 7 octobre, lors de l'attaque du kibbutz Be'eri, où elle vivait (Kelemen, 2024).



Image n°2 : Photographie prise lors de la cérémonie donnée au kibbutz Gezer, le 16 novembre 2023, en souvenir de l'activiste Vivian Silver. © Freedman, 2023

Jusqu'alors, les Israéliens choisissant de s'installer à proximité de la frontière avec Gaza pour y mener des initiatives pacifistes résistaient au regard réprobateur du reste de l'opinion publique israélienne (Arte 2023). Cependant, les assassinats de plusieurs d'entre eux semblent, d'une certaine manière, conforter ceux qui considèrent ce mode de vie comme déraisonnable. Le 7 octobre 2023 a donc laissé un vide béant dans le tissu pacifiste israélien qui peine à se reconstituer.

## APRÈS LE 7 OCTOBRE, RECONSTITUER LES LIENS ENTRE KIBBOUTZNIKS ET ORGANES DE DÉFENSE ISRAÉLIENS

Bien qu'ils soient nombreux à défendre des idéaux pacifistes, les habitants des kibbutzim ont grandi dans des structures où s'associent engagement socialiste et idéologie sioniste. Bien que vu de l'étranger ces deux conceptions semblent incompatibles, elles forment toutes deux l'essence du kibbutz. En effet, La plupart des fondateurs des kibbutzim étant arrivés en Palestine avant même la création de l'État en 1948, ils y ont défendus l'idée de la construction d'un foyer national garantissant la défense et la prospérité du peuple juif tout en prônant une société égalitaire pour tous ses habitants sans distinction religieuse ou ethnique (Helman, 1992).

En pratique, cette vision idéale de la société israélienne s'est concrétisée dans les kibbutzim par la mise en place d'initiatives favorisant la coexistence judéo-arabe, tout en conservant un important soutien à l'armée, perçue comme un acteur essentiel à la survie de l'État d'Israël et de ses habitants. Ainsi, dans les premières décennies d'existence de l'État d'Israël, les kibbutzim étaient considérés comme des pépinières pour l'élite de Tsahal. Dans les années 1980, alors qu'ils n'abritaient déjà plus qu'une faible proportion de la population israélienne, les kibbutzim fournissaient à Tsahal un grand nombre de ses soldats les plus chevronnés. En effet, 30% des officiers et 25% des pilotes de Tsahal étaient issus des kibbutzim (Shahak, 1985). Bien que, depuis plusieurs années, et notamment après les guerres successives menées par Israël au Liban qui ont suscité de vives critiques au sein des kibbutzim, cette fidélité ait diminué, un lien de confiance subsistait entre les kibbutzniks et l'armée israélienne jusqu'au 7 octobre.

Ce lien puisait notamment sa source dans l'attention particulière accordée par les autorités à la défense des kibbutzim. Alors qu'en 2021, 60% des appartements israéliens n'étaient pas équipés d'abri anti-aérien, souvent indispensables dans les zones où le délai pour se protéger après une alerte est inférieur à 45 secondes, les kibbutzim disposaient déjà de nombreux équipements de protection. En plus de ces abris, les kibbutzniks, pourtant peu nombreux puisqu'un kibbutz n'abrite la plupart du temps que quelques centaines de résidents, disposent d'une unité de sécurité civile armée entièrement dévolue à leur protection, la « kitat konenut ». Cependant, alors que les membres des kitot konnenut sont formés à supporter une attaque de 15 minutes avant l'arrivée du militaire, le 7 octobre ils se sont retrouvés livrés à eux-mêmes pendant plusieurs heures, l'armée étant submergée par les évènements. Ceci illustre un défaut structurel des kibbutzim déjà souligné par Alain Dieckhoff en 1987, qui mettait en garde contre le risque que ces villages, situés le long des frontières pour affirmer la présence territoriale juive, deviennent des « boulets défensifs » (Dieckhoff, 1987 : 32). Cette expression rappelle en effet, que contrairement aux bases militaires, les kibbutzim sont avant tout des lieux de vie pour des familles, des enfants, des personnes âgées, et qui ne sont pas en mesure de prendre les armes pour faire face à une attaque comme celle essuyée le 7 octobre. Ainsi, l'État d'Israël doit être en mesure de protéger ces communautés.

En conclusion, les attaques du 7 octobre contre les kibboutzim n'ont pas seulement causé des pertes humaines et matérielles tragiques, mais ont également fissuré les fondements idéologiques incarnés par ces structures et sur lesquels l'identité israélienne s'est construite. En exposant la vulnérabilité des populations vivant à la frontière de Gaza, ces attaques ont détruit les convictions des kibbutzniks du Sud d'Israël qui croyaient en une sécurité assurée et en un avenir pacifique avec leurs voisins palestiniens. L'ensemble de ces évènements et leurs répercussions a alors suscité une prise de conscience brutale : les menaces avec lesquelles les kibbutzniks pensaient pouvoir composer pacifiquement pouvaient finalement se matérialiser de manière dévastatrice, compromettant leur survie.

Aujourd'hui en Israël, des familles attendent toujours le retour de leurs proches tandis qu'à Gaza, les civils sont pris en étau dans la guerre contre le Hamas. Ainsi, les blessures infligées aux kibbutzim du pourtour de Gaza, derniers remparts du pacifisme dans la société israélienne, posent non seulement la question de l'avenir de ces villages frontaliers mais soulèvent plus largement, celle de l'avenir d'un espoir de paix entre Israéliens et Palestiniens.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages :

Dieckhoff. A. (1987). Les espaces d'Israël. Les Presses de Sciences Po. 17-101.

### Articles scientifiques :

Derech, S. (1971). Kibbutz. Dans Encyclopaedia Judaica. Vol 10. JES-LEI. Keter Publishing House. 966-971

Helman, A. (2011). Clothes and Ideology in the Kibbutzim. *Academic Studies Press*. 135-164.

<https://doi.org/10.2307/j.ctv2175qz2.8>

Helman, A. (1992). The Israeli Kibbutz as a Socialist Model. *Journal of Institutional and Theoretical Economics (JITE) / Zeitschrift Für Die Gesamte Staatswissenschaft*, 148(1), 168–183. <http://www.jstor.org/stable/40751491>.

Kelemen, M. (2024). Israeli and Palestinian women are working together for a peaceful future. *NPR*.

<https://www.npr.org/2024/10/03/nx-s1-5134950/israeli-and-palestinian-women-are-working-together-for-a-peaceful-future>

Near, H. (2011). Paths to Utopia: The Kibbutz as a Movement for Social Change. In *Where Community Happens: The Kibbutz and the Philosophy of Communalism* (pp. 197–218). Peter Lang AG. <http://www.jstor.org/stable/j.ctv2t4f0h.16>

Shahak, I. (1985). Israeli Society and the Kibbutzim. *Arab Studies Quarterly*, 7(2/3), 15–23.

<http://www.jstor.org/stable/41857766>

### Articles de presse :

Freedman, E. (2023). Family and friends attend a memorial service for peace activist and Women Wage Peace founder Vivian Silver at kibbutz Gezer on the November 16, 2023. *The Times of Israel*. <https://www.timesofisrael.com/hamas-did-not-murder-your-vision-fellow-peace-activists-eulogize-vivian-silver/>

Goldberg C. (2024). Des maisons détruites lors du pogrom du Hamas. The Times of Israel. <https://fr.timesofisrael.com/le-journal-hamodia-impute-aux-kibboutzim-une-part-de-responsabilite-dans-le-7-octobre/>

Le Monde EN. (11 octobre 2023). Israel-Hamas war. X. [https://x.com/LeMonde\\_EN/status/1712066168238866763](https://x.com/LeMonde_EN/status/1712066168238866763)

Mounier, J-L. (2024). Attaques terroristes du 7-Octobre par le Hamas : le jour le plus meurtrier de l'histoire d'Israël. France 24.

<https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20241007-attaques-terroristes-du-7-octobre-par-le-hamas-le-jour-le-plus-meurtrier-de-l-histoire-d-israel>

#### **Sitographie :**

About the Arava Institute. (s.d). *Institute Arava*. <https://arava.org>

#### **Vidéographie :**

Arte (2024). Israël, un an après l'attaque du 7 octobre. Youtube. [https://www.youtube.com/watch?v=\\_Jq-z0kBxnQ](https://www.youtube.com/watch?v=_Jq-z0kBxnQ)

Arte. (2023). Israël, le désarroi de la gauche. Youtube. [https://www.youtube.com/watch?v=pp7Q\\_gHvPjY&t=294s](https://www.youtube.com/watch?v=pp7Q_gHvPjY&t=294s)

# LES 75 ANS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, OU LES FESTIVITÉS INTÉRESSÉES DE XI JINPING

RÉDIGÉ PAR MATISSE DORMOY



Image n°3 : Feux d'artifice à Hong Kong lors des festivités du 1er octobre 2024. © Matisse Dormoy

Ce 1er octobre 2024, un feu d'artifice spectaculaire illuminait le ciel au-dessus du port Victoria à Hong Kong, marquant le début des célébrations de la fête nationale. Ce show pyrotechnique, l'un des plus imposants de l'année, n'était pas seulement un spectacle visuel grandiose, mais également le signal de départ de la *Golden Week*, une semaine de congés marquée par des festivités populaires à travers toute la Chine. À première vue, ces jours de réjouissance peuvent sembler empreints d'un esprit festif et bon enfant, réunissant des foules dans la célébration collective. Pourtant, une analyse plus approfondie révèle une dimension bien plus stratégique. Xi Jinping, septième président du parti communiste chinois depuis 2013, marque avec opulence la mainmise chinoise sur le territoire hongkongais, et plus largement sur les régions séparatistes qu'il considère partie intégrante de son giron.

## COMMENT ÉDULCORER LE PASSIF TERRITORIAL AUTORITAIRE HONGKONGAIS

À l'image du 14 juillet en France, le 1er octobre symbolise un tournant politique majeur pour la Chine : la naissance d'un régime qui se pérennise depuis 75 ans.

En effet, à la suite de violentes luttes intestines marquées par l'opposition entre l'armée nationale révolutionnaire du Kuomintang (parti politique chinois pour un régime nationaliste) et l'armée populaire de libération, puis du conflit sino-japonais (1935-1945), Mao Zedong s'impose victorieux et proclame la république populaire de Chine, le 1er octobre 1949 à Pékin. Cette victoire marque le début d'une période aux tendances autoritaires connue notamment pour sa révolution culturelle (1966-1976) sanglante. Xi Jinping perpétue cet autoritarisme et l'applique dans sa stratégie politico-territoriale comme avec le cas hongkongais, témoin d'une actualité houleuse. Est imposée sur le territoire une législation de plus en plus restrictive en termes de droits fondamentaux, tel que le droit d'expression. Ces mesures sont extrêmement mal accueillies par les natifs qui voient leurs libertés s'amenuiser à mesure que les années passent. Depuis 26 ans, Hong Kong est sujet au processus de rétrocession d'une tutelle britannique et démocratique à celle d'une Chine prête à prendre pleine possession de ce qu'elle considère sienne. Face à cette accélération, la population tente de se soulever et choisit la période de fête nationale pour se faire entendre.

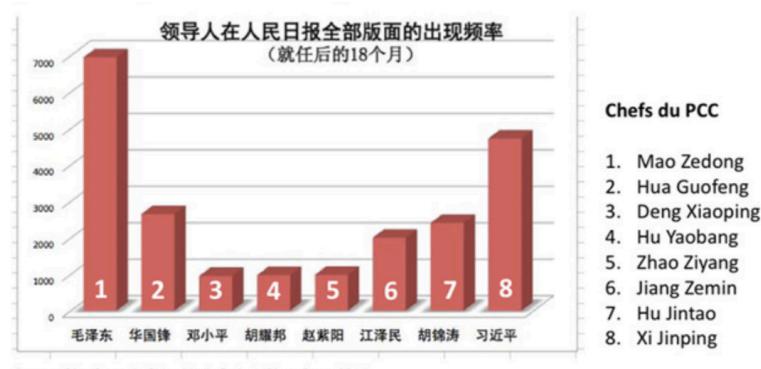
Ainsi, en 2014, le mouvement pro-démocratie Occupy Central With Love s'organise autour de Benny Tai, politicien et professeur de droit à l'université de Hong Kong, pour s'opposer au projet de limitation du droit de vote universel pour le chef de l'exécutif. S'ensuit un mois de protestations portées par près de 900 000 participants. La Révolution des parapluies (qui tire son nom de la tactique utilisée par les manifestants pour parer les gaz lacrymogènes de la police) marque le début d'une mobilisation massive des citoyens hongkongais conscient des enjeux politique d'une telle passation.



Image n°4 : Image illustrant les affrontements de la Révolution des parapluies © Pasu Au Yeung

En 2019, la population se mobilise à nouveau pour faire barrage au projet de loi d'extradition proposé par le gouvernement de Carrie Lam (cheffe de l'exécutif hongkongais de 2017 à 2022). Ce deuxième épisode contestataire se distingue par son ampleur qui dépasse en tout point son prédécesseur, réunissant jusqu'à 2 millions de personnes dans les rues de Hong Kong le 16 juin 2019 (Gracieux, 2019). Plus de 10 250 arrestations dont 1 300 sur les trois premiers mois de mobilisation. D'autres arrestations ont lieu en 2020 lors de la cérémonie pour des actes de séparatismes. Depuis juin 2020, en vertu de la loi pour la sécurité nationale, des parlementaires ont été interpellés par les forces de l'ordre. Des journaux se sont vus contraints de cesser leur activité, comme l'Apple Daily, un journal d'opposition dont le propriétaire Jimmy Lai a été emprisonné, lui qui décrivait alors la nouvelle loi comme « le glas pour Hong Kong » (AFP, 2020). La situation s'envenime et devient critique pour l'espoir démocratique porté par les militants.

Parallèlement à cette politique intérieure agressive, le gouvernement tente de redorer son blason, entaché par la répression sociale. Cela se matérialise par l'omniprésence du président dans les discours officiels et les médias dont la stratégie vise clairement à renforcer son image de leader charismatique et incontournable, souvent comparée au culte de la personnalité instauré par Mao Zedong. On peut voir dans les chiffres que l'actuel président atteint des sommets en termes de présence médiatique. Dès les premiers mois de son mandat, il multiplie ses apparitions dans le *Quotidien du peuple*, le journal officiel du Comité central du Parti communiste chinois. Ainsi, Xi Jinping déploie une campagne médiatique agressive en épousant les moyens de communication mis en place par son gouvernement.



Source : Qian Gang, du China Media Project (Qiang Gang, 2014)

Figure n°1 : Occurrence des noms des leaders du PCC dans les pages du *Quotidien du Peuple* (pendant les 18 premiers mois du mandat). © Qian Guang, 2014

Pour ce qui est du 1er octobre, le gouvernement impose son rythme. En effet, les festivités démarrent à sept heures du matin par un discours du chef de l'exécutif. John Lee, alors unique candidat en 2022, devient de facto celui qui prononce les mots d'ouverture. Anciennement chef de la police sur le territoire, ses discours sont empreints d'un fort patriotisme à la terre mère dont il est issu. Il annonce les objectifs annuels et souligne à quel point le rattachement à la Chine continentale représente une opportunité inouïe de développement économique et social.



Image n°5 : L'ex-cheffe de l'exécutif de Hong Kong Carrie Lam (à gauche) et Stephen Lo (à droite) regardent l'actuel chef de l'exécutif de Hong Kong, John Lee (centre) s'adresser aux médias lors d'une conférence de presse à Hong Kong le 22 juillet 2019. © Belgimage

« Citoyens, mesdames et messieurs, alors que Hong Kong traverse une transition critique, passant de la stabilité à la prospérité, j'ai une confiance totale en l'avenir de Hong Kong, et vous devriez en avoir autant ». Il s'agit d'attendrir le jugement de la population locale et de faire passer les envies séparatistes. « En cette année spéciale, la visite du président Xi Jinping lors de la célébration du 25ème anniversaire du retour de Hong Kong et son discours ont apporté un immense encouragement. Ce discours est devenu la feuille de route du gouvernement de la RAS (Région Spéciale Administrative), et nous nous engageons pleinement à en appliquer les directives et à répondre aux attentes » (communiqué de presse du gouvernement hongkongais, 1er octobre 2022). La ligne à suivre est claire.

## UN FEU D'ARTIFICE DONT LES ÉCHOS ARRIVENT JUSQU'À TAÏWAN

Le 1er octobre est aussi l'occasion pour Xi Jinping de s'exprimer plus largement sur les objectifs du pays. À l'image du discours tenu par John Lee sur la RAS hongkongaise, il tient une ligne directrice radicale concernant l'intégration de Taïwan sous son contrôle. Après avoir loué les initiatives économiques et sociales chinoises et souligné la pérennité du système en place, il alloua une partie de son allocution au peuple taïwanais. Il déclare que l'archipel fait partie intégrante du « territoire sacré » et qu'une seule issue est envisageable : adhérer au principe d'une seule Chine. Ce principe naquit en 1992 à la suite d'une rencontre entre deux entités politico-commerciales cherchant à clarifier la situation sur le détroit de Taïwan. En raison d'évidentes tensions politiques qui sévissent, l'augmentation du flux maritime entre les deux rives posait un problème. Ce qui devait être le rétablissement d'un dialogue à minima économique, fut extrapolé par les partisans d'une unification sino-taïwanaise.

Ainsi, Xi Jinping invoque ce « consensus de 1992 » dans son discours pour faire autorité. Il finit par conclure la parenthèse taïwanaise sur ces quelques mots : « L'accomplissement de la réunification nationale complète est une tendance irréversible. C'est là où résident les intérêts supérieurs de la nation, et c'est ce que le peuple désire. Personne ne peut stopper le cours de l'histoire » (*The State Council of the People's Republic of China, 2024*).



Image n°6 : Une image d'archive publiée par le Ministère de la Défense de Taïwan montre des hélicoptères de combat survolant Taipei lors de la cérémonie d'investiture présidentielle de Lai Ching-te, le lundi 20 mai 2024. © EPN/Newscom/SIPA

Ces quelques mots résonnent alors avec l'actualité récente. Le 14 octobre 2024, la Chine a entamé une énième procédure d'encerclement du territoire. Le ministère de la Défense taïwanais annonce avoir détecté 153 avions de guerre et 14 navires chinois. Bien que ce genre d'exercice ait pu être observé de nombreuses fois depuis 2016 et l'arrivée au pouvoir de la présidente Tsai Ing-Wen qui soutenait ouvertement une indépendance stricte de la république de Chine envers le PCC, il s'agit de l'opération la plus massive jamais mise en place. Cependant, bien que ce soit effectivement « un moyen pour Pékin d'envoyer un message fort, et de peaufiner les capacités d'encerclement », l'opération ne semble pas faire peser le risque d'un passage à l'acte inéluctable (Barthélémy Courmont, 2024).

On comprend dès lors que sous le ton festif des célébrations nationales se cache une volonté assumée de prendre possession de l'espace médiatique afin de faire passer un message clair : Xi Jinping entend, à moyen-long terme, reprendre ce qu'il estime lui revenir de droit. Ainsi, l'atmosphère de l'événement se polarise entre fierté nationaliste d'une part, et crainte de dépossession de l'autre.

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrage :

Delamotte, G., & Campan, J.-L. (2024). *Géopolitique de la Chine : Une nouvelle thalassocratie ?* Institut Thomas More. Edition Puf

## Article scientifique :

Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), Courmont B. (2024, 15 October). Mancœuvres militaires chinoises autour de Taïwan : avertissement ou amorce d'un conflit ? Retrieved from <https://www.iris-france.org/189349-maneuvres-militaires-chinoises-autour-de-taiwan-avertissement-ou-amorce-dun-conflit/>

## Rapports :

Amnesty International France. (2019, 24 september). *Hong Kong : la politique de la ligne rouge de Pékin.* <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/hong-kong-la-politique-de-la-ligne-rouge-de-pekin>

Government of China. (2024, October 2). *Xi Jinping delivers important speech at 75th anniversary reception of PRC.* [https://english.www.gov.cn/news/202410/02/content\\_WS66fd1984c6d0868f4e8eb79b.html](https://english.www.gov.cn/news/202410/02/content_WS66fd1984c6d0868f4e8eb79b.html)

Reporters sans frontières (RSF). (n.d.). *Hong Kong.* <https://rsf.org/fr/pays/hong-kong>

## Articles de presse :

RTBF.be (2022, May 8). Qui est John Lee, l'homme de la répression nommé chef exécutif de Hong Kong ? <https://www.rtbf.be/article/qui-est-john-lee-l-homme-de-la-repression-nomme-chef-executif-de-hong-kong-10987987>

Le Monde. (2024, October 15). Taïwan dit avoir détecté 153 avions chinois en une journée près de l'île, un record. [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/15/taiwan-dit-avoir-detectede-153-avions-chinois-en-une-journee-pres-de-l-ile-un-record\\_6352112\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/15/taiwan-dit-avoir-detectede-153-avions-chinois-en-une-journee-pres-de-l-ile-un-record_6352112_3210.html)

Radio Taiwan International. (2024, October 2). Hong Kong : 10 ans après la révolution des parapluies, l'espoir des exilés. <https://fr.rti.org.tw/news/view/id/101460>

Radio France Internationale (RFI). (2024, September 30). Hong Kong, 10 ans après la Révolution des parapluies : l'espoir des exilés. <https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20240930-hong-kong-10-ans-apr%C3%A8s-la-r%C3%A9volution-des-parapluies-l-espoir-des-exil%C3%A9s>

## Podcast :

Radio France. (2023, 10 octobre). Sous les radars du mardi 10 octobre 2023 [Podcast]. France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/sous-les-radars/sous-les-radars-du-mardi-10-octobre-2023-2332658>

# CLAUDIA SHEINBAUM : UNE NOUVELLE ÈRE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES MEXICAINES ?

RÉDIGÉ PAR CAMILLE BEETSCHEN



Image n°7 : Claudia Sheinbaum s'adresse à ses partisans après avoir remporté l'élection présidentielle, à Mexico, le 3 juin 2024.

© Raquel Cunha, Reuters

L'arrivée de Claudia Sheinbaum sur la scène politique mexicaine, notamment en tant que maire de Mexico, a attiré l'attention à la fois au niveau national et international. Femme politique, scientifique de formation, son approche progressiste et son engagement en faveur de la justice sociale et environnementale posent de nouvelles bases pour les relations diplomatiques du Mexique. Dans un monde globalisé, où les défis environnementaux et les inégalités sociales deviennent des questions transnationales, la trajectoire de Sheinbaum ne passe pas inaperçue. Celle qui a remporté près de 60 % des voix à la présidentielle est investie officiellement le mardi 1er octobre 2024 devenant la première femme présidente de l'histoire du Mexique. Elle pourrait bien remodeler les orientations géopolitiques du Mexique, en renforçant son rôle dans les affaires internationales.

## UNE VISION AXÉE SUR L'ENVIRONNEMENT

Née en 1962 à Mexico, Claudia Sheinbaum est issue d'une famille intellectuelle juive.

Ayant une mère biologiste - lauréate du prix national de la science en 2022, dans la catégorie des sciences physiques, mathématiques et naturelles - et un père chimiste, Claudia Sheinbaum a grandi dans une famille où les discussions portant sur des sujets scientifiques étaient quotidiennes. Titulaire d'un doctorat en physique énergétique de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et détentrice d'un prix Nobel de la Paix en 2007 pour ses travaux par équipe avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies (GIEC), elle est une des rares femmes politiques mexicaines à avoir une formation scientifique. En tant que scientifique, elle a toujours eu une approche basée sur la réduction de l'empreinte carbone et le développement durable. Son mandat en tant que maire de Mexico (2018-2023) a été marqué par la mise en place de politiques écologiques avant-gardistes, telles que le développement de systèmes de transports publics plus propres, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans la ville, et l'accélération des projets de reforestation urbaine. Sous sa direction, Mexico a également rejoint le réseau des villes climato-résilientes, un regroupement d'agglomérations mondiales visant à développer des politiques pour lutter contre le changement climatique.

En tant que présidente, Sheinbaum accède à la présidence du Mexique dans un contexte critique en matière d'environnement. Le pays est en proie à une sécheresse sans précédent découlant d'une pénurie d'accès à l'eau douce. En effet, depuis 1960, la disponibilité en eau par habitant a diminué de 68 % d'après une analyse de l'Institut mexicain de la compétitivité. À cela s'ajoute, les feux de forêts causés par une hausse des températures. Dans cette optique de lutte et d'adaptation contre les effets du changement climatique, elle pourrait proposer une extension du Pacto de Escazú, un traité régional latino-américain sur l'accès à l'information environnementale et la protection des défenseurs de l'environnement, pour inclure des mécanismes de coopération plus contraignants. Un accord ratifié par le Mexique, lui permettant de promouvoir une diplomatie Sud-Sud axée sur la transition énergétique, en partageant l'expertise mexicaine sur l'implémentation de technologies vertes et l'adaptation aux effets du change.



Figure n°2 : Les pays d'Amérique latine faisant partie de l'accord d'Escazu © Nations Unies, 2022

Sur la scène internationale, Claudia Sheinbaum pourrait poursuivre une diplomatie climatique axée sur le renforcement des engagements mexicains envers l'Accord de Paris, tout en se positionnant comme une voix du « Sud global » dans les négociations internationales. Sa présidence pourrait encourager des partenariats stratégiques avec des pays européens et latino-américains sur les énergies renouvelables, la gestion des ressources hydriques et la lutte contre les catastrophes climatiques. Cette approche renforcerait la position du Mexique comme acteur pivot dans les discussions mondiales sur l'environnement, aux côtés de puissances émergentes comme le Brésil, l'Inde, et la Chine, ou plus récemment l'Argentine, pays membres des BRICS +.

## UN REPOSITIONNEMENT GÉOPOLITIQUE VIAS-À-VIS DES ÉTATS-UNIS ?



Image n°8 : Des migrants entrent aux Etats-Unis, le 5 juin 2024 à Jacumba Hot Springs aux Etats-Unis. © Frederic J. Brown AFP/Archives

Les relations entre le Mexique et les États-Unis sont marquées par une forte interdépendance économique. En effet, le Mexique est le deuxième partenaire économique des États-Unis, après la Chine. Quant à eux, les États-Unis sont le premier partenaire du Mexique, en particulier dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). Cependant, Washington exhorte son voisin à intensifier ses mesures en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants, en particulier le fentanyl (l'une des drogues les plus consommées par les Américains), mais surtout en matière de migration. Dans ce sens, Claudia Sheinbaum pourrait choisir une stratégie d'indépendance plus marquée vis-à-vis de Washington, tout en maintenant des liens économiques essentiels. Elle a soutenu la vision d'Andrés Manuel López Obrador, son prédécesseur, visant à diversifier les alliances internationales et à ne pas céder face aux pressions américaines, en particulier sur les questions de migration.

Mais l'avenir de la relation du Mexique avec les États-Unis dépend surtout du résultat de l'élection du 5 novembre qui se joue entre la démocrate Kamala Harris et le républicain Donald Trump. Claudia Sheinbaum pourrait développer selon Pamela Starr, professeur de relations internationales à l'Université de Californie, « une assez bonne relation avec Kamala Harris, parce qu'elles se ressemblent ». Elle estime également qu'« elles seraient toutes les deux les premières femmes présidentes de leur pays », poursuit l'universitaire, « elles sont toutes les deux sur la même longueur d'onde en ce qui concerne le changement climatique ».

Les relations avec Donald Trump seraient bien plus difficiles parce que l'ex-président « n'a pas autant de respect pour les femmes que pour les hommes » (*Gulf News*, 11 octobre 2024).

Néanmoins, Claudia Sheinbaum semble optimiste sur l'avenir de leurs relations. « Je pense que nous aurons de bonnes relations, que cela soit avec Trump ou Biden [désormais remplacé par Kamala Harris]. Ils ont besoin de nous. Nous avons besoin d'eux » (*Gulf News*, 11 octobre 2024), a déclaré Claudia Sheinbaum à des journalistes étrangers, dont l'AFP à la mi-mai. Elle ajoute : « Notre accord de libre-échange [avec les États-Unis et le Mexique, NDLR] fait l'envie du monde entier et je me réjouis à l'idée de renforcer cette relation ». Pour autant, la nouvelle présidente prévoit sans doute de développer des relations plus équilibrées avec les grandes puissances mondiales, tout en approfondissant sa coopération avec des pays émergents. Elle pourrait renforcer les liens avec la Chine, notamment dans le cadre de projets d'infrastructures et d'investissement, ainsi qu'avec l'Union européenne dans les domaines du commerce et de la coopération climatique. En même temps, elle pourrait encourager une plus grande intégration régionale latino-américaine, notamment à travers la Communauté des États Latino-Américains et des Caraïbes (CELAC), en cherchant à créer une alternative à l'influence américaine en matière de sécurité et de développement économique. Un équilibre qui pourrait être compromis par les renégociations du traité de l'ALENA désormais appelé ACEUM prévu en 2026.

En somme, les deux pays entretiennent une relation bilatérale intense et complexe marquée par une forte interdépendance, les élections américaines de novembre prochain seront déterminantes pour les relations entre Washington et Mexico.

## CONCLUSION

Claudia Sheinbaum, en tant que première femme présidente du Mexique, incarne une nouvelle ère pour la politique mexicaine, tant au niveau national qu'international. Son arrivée au pouvoir marque un tournant potentiel dans les relations diplomatiques du Mexique, en particulier à travers son engagement en faveur des questions environnementales et sociales. Sa trajectoire, ancrée dans une approche scientifique et progressiste, ouvre la voie à une diplomatie climatique ambitieuse, en plaçant le Mexique au cœur des discussions sur la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique. Son engagement pour la justice sociale et les droits humains pourrait également servir de base à une diplomatie plus inclusive, en résonance avec les préoccupations du Sud global.

Sur le plan international, Sheinbaum pourrait redéfinir les relations avec les États-Unis, un partenaire incontournable pour le Mexique, tout en cherchant à équilibrer cette dépendance avec une diversification stratégique des alliances mondiales. Ses affinités potentielles avec la candidate démocrate Kamala Harris offrent des perspectives de coopération renforcée, notamment sur les questions climatiques. Cependant, le défi reste de maintenir des relations stables avec Washington, quelle que soit l'issue des élections américaines de 2024.

En parallèle, Sheinbaum pourrait poursuivre une politique de coopération régionale au sein de l'Amérique latine, en renforçant les liens avec des acteurs tels que le Brésil et l'Argentine. Son ambition de positionner le Mexique comme un leader dans les initiatives climatiques globales pourrait également se traduire par des partenariats renforcés avec l'Union européenne. En somme, sa présidence pourrait marquer une évolution vers une politique étrangère mexicaine plus indépendante, durable et alignée sur les grands enjeux globaux du XXI<sup>e</sup> siècle, tout en définissant le rôle du Mexique sur la scène internationale.



Image n°9 : Claudia Sheinbaum lors de sa prestation de serment, le mardi 1er octobre 2024. © Getty Images

# BIBLIOGRAPHIE

## Articles scientifiques :

Agostinis, G. (n.d.). Les relations internationales de l'Amérique latine. Cairn.info. Récupéré de <https://www.cairn.info>

Diploweb. (n.d.). Le Mexique, besoin de réformes. Récupéré de <https://www.diploweb.com/Le-Mexique-besoin-de-reformes.html>

## Rapport :

Agence Française de Développement (AFD). (n.d.). Mexico : une transition écologique et sociale ? Rapport sur les politiques environnementales en Amérique latine. Récupéré de <https://www.afd.fr>

## Articles de presse :

Courrier International. (2024, 1 octobre). Investiture : Mexique, la nouvelle présidente Claudia Sheinbaum résistera-t-elle à López Obrador ? Récupéré de [https://www.courrierinternational.com/article/investiture-mexique-la-nouvelle-presidente-claudia-sheinbaum-resistera-t-elle-a-lopez-obrador\\_222778](https://www.courrierinternational.com/article/investiture-mexique-la-nouvelle-presidente-claudia-sheinbaum-resistera-t-elle-a-lopez-obrador_222778)

France 24. (2024, 1 octobre). Mexique : l'heure des femmes a sonné avec l'investiture de Claudia Sheinbaum. Récupéré de <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20241001-mexique-l-heure-des-femmes-a-sonné-avec-l-investiture-de-claudia-sheinbaum>

TV5 Monde. (2024, 1 octobre). Claudia Sheinbaum présidente : le temps des femmes au Mexique. Récupéré de <https://information.tv5monde.com/terriennes/claudia-sheinbaum-presidente-le-temps-des-femmes-au-mexique-2742427>

## Sitographie :

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL). (n.d.). Acuerdo regional sobre el acceso a la información, la participación pública y el acceso a la justicia en asuntos ambientales en América Latina y el Caribe. Récupéré de <https://www.cepal.org/es/acuerdodeescazu>

## Vidéographie :

France 24 (2024). Claudia Sheinbaum, première femme présidente du Mexique. [Vidéo]. YouTube. France 24. <https://www.youtube.com/watch?v=9RHjy6frETM>

Mace, M. (2024). CLAUDIA : EL DOCUMENTAL. [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=NDuUL-RQvMU>

# DOSSIER

LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES 2024

## SOMMAIRE

### INTRODUCTION

18 *Lou Garcia*

LES SWING STATES : CES  
SEPT ÉTATS QUI  
DÉCIDERONT DE LA COURSE  
À LA MAISON BLANCHE

*Beloslava Ouzounova*

RELATIONS  
TRANSATLANTIQUES : LES  
POTENTIELLES  
CONSÉQUENCES D'UN  
RETOUR DE DONALD  
TRUMP À LA MAISON  
BLANCHE

*Robin Yahi*

ÉLECTIONS AMÉRICAINES :  
27 QUI SERONT LES GRANDS  
GAGNANTS ? LES  
SCÉNARIOS POSSIBLES

*Grégoire Marconnet*

31 CONCLUSION

*Lou Garcia*



# Introduction

RÉDIGÉE PAR LOU GARCIA

Le 5 novembre prochain, les citoyens américains sont appelés à élire leur nouveau président, une échéance qui marque un tournant majeur pour la communauté internationale. Ces élections présidentielles sont perçues par de nombreux observateurs comme un événement capable de bouleverser non seulement l'avenir du pays, mais aussi les équilibres géopolitiques mondiaux.

Considérées comme historiques, ces élections, où s'affrontent Donald Trump (républicain) et Kamala Harris (démocrate), mettent en lumière une profonde polarisation sur des enjeux clés pour l'avenir du pays comme l'économie, l'immigration ou l'avortement. Ces élections, dont les répercussions dépasseront largement les frontières américaines, pourraient redéfinir la politique étrangère menée par les États-Unis mais aussi affecter les alliances internationales actuelles du pays. Ainsi les problématiques, telles que les conflits armés dans la bande de Gaza et au Liban, ou encore en Ukraine, ont occupé une place centrale lors du débat présidentiel du 10 septembre 2024.

Ces campagnes ont aussi été marquées par des rebondissements inattendus qui ont redéfini la dynamique électorale. En effet, ces derniers mois ont été rythmés par des évènements significatifs, tels que le retrait inattendu de Joe Biden de la course présidentielle le 21 juillet 2024, la montée fulgurante de Kamala Harris dans les sondages, la tentative d'assassinat de Donald Trump, ou encore les démêlés judiciaires de ce dernier.

Alors que les élections présidentielles américaines s'annoncent comme déterminantes, ce dossier va explorer les dynamiques politiques principales qui façonnent l'issue du scrutin et ses répercussions aux échelles interne et mondiale. Le premier article se penchera sur le rôle crucial des « swing states » (États charnières) dans la course aux voix. Ensuite, un second article analysera les conséquences potentielles pour l'Europe en fonction du vainqueur de l'élection. Enfin, le dernier article examinera les scénarios possibles des élections, et leurs conséquences sur les politiques internes du pays.

# LES SWING STATES : CES SEPT ÉTATS QUI DÉCIDERONT DE LA COURSE A LA MAISON BLANCHE

RÉDIGÉ PAR BELOSLAVA OUZOUNOVA

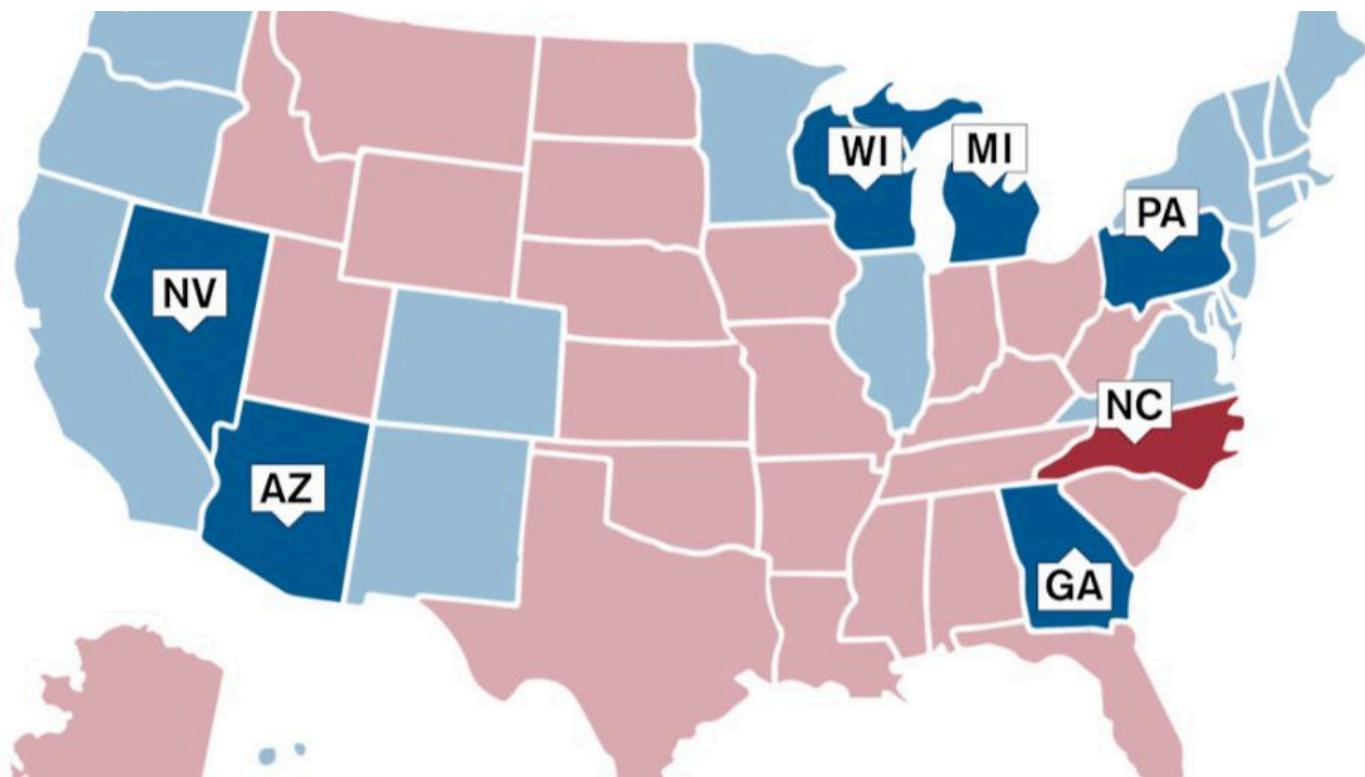


Image n°10 : Les sept swing states. © Axios, 2024

Les élections présidentielles aux États-Unis se caractérisent par un système électoral particulier, dans lequel le résultat final ne dépend pas de la majorité des suffrages exprimés à l'échelle nationale, mais de la répartition des votes dans les collèges électoraux de chaque État. 43 États sont partagés entre le parti démocrate et le parti républicain, mais 7 États restent indécis et joueront donc un rôle crucial dans les élections à venir. Ces États charnières, surnommés swing states, seront déterminants pour Donald Trump comme pour Kamala Harris. En effet, dans ces États, les électeurs sont traditionnellement indécis et sont caractérisés par le soutien relativement équilibré entre les deux principaux partis, créant ainsi un terrain de jeu où chaque vote compte et où les résultats peuvent basculer de gauche à droite et vice-versa. Pour l'élection à venir, la victoire se jouera essentiellement dans sept de ces États stratégiques : l'Arizona, la Géorgie, le Michigan, le Nevada, la Caroline du Nord, la Pennsylvanie et le Wisconsin.

Certains de ces États, comme la Pennsylvanie ou le Wisconsin, occupent cette position stratégique depuis plusieurs décennies, tandis que d'autres, comme la Géorgie, ont récemment émergé en tant que swing states en raison de l'évolution démographique et d'une participation électorale en pleine transformation.

Dans ces sept États charnières, trois enjeux se révèlent décisifs pour les électeurs : l'économie, l'immigration et le droit à l'avortement.

## DÉMOCRATES OU RÉPUBLICAINS : DE QUEL CÔTÉ PENCHENT LES SWING STATES A TROIS SEMAINES DE L'ÉLECTION ?

## Nevada

Le Nevada dispose du plus faible nombre de collèges électoraux (6) parmi les sept swing states, mais ne doit pas être négligé dans l'élection présidentielle. Lors de l'élection de 2020, Biden a remporté cet État avec seulement 34 000 voix d'avance, et Harris espère bien conserver cet écart en novembre. Néanmoins, près de 40 % des électeurs inscrits au Nevada ne s'identifient ni comme républicains ni comme démocrates, mais comme indépendants, rendant le résultat d'autant plus incertain.

La particularité du Nevada se trouve dans sa diversité ethnique. En effet, la population de l'État se compose d'environ 40 % de latinos-américains, d'Afro-Américains et d'Asio-Américains, des communautés qui penchent majoritairement en faveur de la candidate démocrate Kamala Harris. Néanmoins, les préoccupations majeures, telles que l'économie et l'immigration, pourraient potentiellement faire pencher la balance vers le camp républicain. En effet, depuis la pandémie, l'économie est devenue un sujet d'inquiétude majeure, et les électeurs attendent des solutions concrètes pour faire face à la hausse des prix. Le Nevada est aussi confronté au taux de chômage le plus élevé du pays (5,4 %) (Country Economy, 2024), un autre facteur qui pourrait influencer les électeurs indécis. L'accès aux soins de santé est également une problématique importante, car de nombreux habitants se trouvent à plus d'une heure de trajet de l'hôpital le plus proche pour se rendre aux urgences.

Dans cet État, le vote de la communauté hispanique sera particulièrement déterminant. Depuis 2020, cette population a connu une forte croissance et représente aujourd'hui près de 15 % de l'électorat national. En effet, 1 électeur sur 5 est d'origine hispanique. Selon un sondage récent du New York Times/Siena College (New York Times, 13 octobre 2024), Harris devance Trump avec 56 % des voix parmi les électeurs hispaniques probables, contre 37 % pour l'ancien président. Cependant, afin que la candidate démocrate assure sa victoire, elle devra non seulement maintenir les 65 % des voix que Biden avait obtenues en 2020, mais élargir sa base électorale dans la communauté hispanique.

## Wisconsin

L'État du Wisconsin, avec 10 collèges électoraux, a toujours été un État où les résultats sont particulièrement serrés. En effet, Joe Biden l'a emporté avec 21 000 voix d'avance sur Trump, le vote présidentiel s'y décidant à moins de 1% d'écart.

Bien que cet État ne compte que 5,9 millions d'habitants, il pourrait jouer un rôle décisif pour les deux candidats. En effet, Trump a choisi cet État stratégique et la ville de Milwaukee, dans le Wisconsin, comme lieu pour la Convention nationale républicaine, au cours de laquelle il a officiellement accepté sa nomination en tant que candidat pour l'élection présidentielle de 2024.

Par ailleurs, le Wisconsin est un État clé dans la stratégie de Kamala Harris concernant les swing states, en complément des États clés comme la Pennsylvanie et le Michigan. Le Wisconsin pourrait de nouveau être l'État qui fera basculer l'élection, comme ce fut le cas en 2020.

## Arizona

En 2020, Joe Biden a gagné le vote de l'Arizona (11 collèges électoraux) par une marge très étroite de seulement 10 000 voix, marquant un tournant historique dans cet État traditionnellement acquis par les républicains. Par ailleurs, Donald Trump est sorti vainqueur dans cet État en 2016. Avant Biden, le dernier candidat démocrate à avoir remporté l'Arizona était Bill Clinton en 1996.

L'Arizona, qui partage une longue frontière avec le Mexique, joue un rôle central dans le débat national sur l'immigration. Ce facteur en fait l'un des enjeux clés de l'élection présidentielle de 2024 en Arizona. En plus de l'immigration, un autre sujet potentiellement décisif pour les électeurs de l'Arizona est celui de l'avortement. Les tentatives des républicains locaux d'établir une loi restrictive sur l'avortement ont échoué, ce qui pourrait jouer en faveur de Kamala Harris en 2024, notamment parmi les électeurs plus progressistes et l'électorat féminin. L'avortement est devenu un enjeu national majeur depuis la décision de la Cour suprême d'annuler larrêt *Roe v. Wade*, et cette question polarise profondément l'électorat de l'Arizona.

Actuellement, Trump se place en tête des sondages avec 51 % contre 48 % pour la candidate démocrate (*The Hill*, 2024, octobre).

## Michigan

C'est Joe Biden qui est sorti vainqueur au Michigan lors des dernières élections présidentielles avec une marge de 150 000 voix. Néanmoins, pour les élections de 2024, cet État représente un défi pour Kamala Harris.

En effet, la population du Michigan comprend une proportion significative d'Arabo-Américains et de jeunes électeurs, qui ont exprimé leur déception vis-à-vis de la gestion de la crise à Gaza par l'administration Biden. Cette déception est particulièrement évidente dans le cadre des élections primaires démocrates de février, où plus de 100 000 électeurs ont choisi l'option « non engagé » sur leur bulletin, soutenant une campagne militante demandant la fin de l'aide militaire américaine à Israël (James Fitzgerald, BBC News, 2024, 1 octobre).

Le Michigan est donc crucial pour la stratégie de Harris, car il fait partie du *blue wall*<sup>1</sup> aux côtés du Wisconsin et de la Pennsylvanie : des États qu'elle doit impérativement conserver pour éviter un second mandat de Trump. Les électeurs de la classe ouvrière, souvent des travailleurs syndicaux, représentent une part significative de l'électorat du Michigan, avec 63 % d'entre eux ayant déclaré leur soutien à Harris (U.S. News, 2024, 2 octobre). De plus, l'État abrite l'une des plus grandes populations afro-américaines du pays, notamment à Detroit, la plus grande ville à majorité noire, ce qui pourrait jouer en faveur de Harris, qui serait la première femme présidente afro-américaine.

Cependant, l'augmentation du coût de la vie reste une source d'inquiétude importante pour de nombreux électeurs, particulièrement sensibles aux questions économiques. La capacité de Harris à répondre à ces préoccupations tout en consolidant ses relations avec les communautés minoritaires sera cruciale pour sa campagne, d'autant plus qu'elle n'a qu'une avance de 0,5 % sur Trump dans les sondages nationaux (47,6 % contre 47,1 %) (FiveThirtyEight Interactives, 2024, octobre).

## Caroline du Nord

Appelée « purple state » (État violet), connue pour sa nature incertaine, capable de voter soit pour le parti démocrate, soit pour le parti républicain, la Caroline du Nord dispose de 16 collèges électoraux et est l'un des États les plus importants à gagner.

En 2020, c'est l'ex-président Trump qui a remporté cet État de la côte Est, avec une marge de 74 000 voix. Cependant, les dynamiques politiques ont évolué, notamment depuis que Harris a été nommée candidate du parti démocrate.

Pour le scrutin de 2024, les sondages initiaux prédisaient une large victoire de Trump, mais à partir de la mi-août, les tendances ont commencé à changer, avec un soutien croissant pour Harris, comme l'indique le Cook Political Report (Cook Political Report, 2024, août). Cela a incité le candidat républicain à choisir la Caroline du Nord pour son premier rassemblement en plein air après sa tentative d'assassinat en juillet.

Or, la tâche de la vice-présidente pour remporter cet État semble difficile. En effet, au cours des 50 dernières années, seuls Jimmy Carter (1976) et Barack Obama (2008) ont réussi inverser la tendance en faveur des démocrates en Caroline du Nord.

De plus, Trump mène actuellement les sondages avec 48,3 % contre 47,3 % pour Harris.

## Pennsylvanie

En 2020, Joe Biden a remporté la Pennsylvanie avec une avance de 82 000 voix, mais cet État reste extrêmement crucial dans l'élection présidentielle à venir. Avec 19 collèges électoraux, la Pennsylvanie est souvent considérée comme « point de basculement », celui qui permet à un candidat de dépasser la barre des 269 voix électorales nécessaires pour remporter l'élection. Remporter le vote en Pennsylvanie est donc presque indispensable pour les deux candidats. Actuellement, les sondages restent très serrés, Harris n'ayant qu'une avance de 0,1 % sur Trump (ThirtyFiveEight Interactives, août 2024). Si Kamala Harris perd cet État, elle devra se tourner vers des alternatives difficiles comme la Caroline du Nord ou la Géorgie, respectivement deux et trois fois. En revanche, si Donald Trump échoue en Pennsylvanie, il devra s'assurer des victoires dans des États comme le Wisconsin ou le Michigan, des bastions démocrates qui n'ont voté qu'une seule fois pour un républicain depuis les années 1980, y compris pour lui en 2016. Ainsi, la Pennsylvanie est certainement l'État le plus disputé de cette élection, où les deux candidats concentrent leurs efforts et leurs dépenses de campagne. Jusqu'au 7 octobre, les campagnes et leurs alliés y avaient dépensé 279,3 millions de dollars en publicité télévisée, dépassant de loin les investissements dans d'autres États clés comme le Michigan (The New York Times, 2024, septembre).

<sup>1</sup> Le « *blue wall* », mur bleu en français, représente un groupe d'États américains à forte population qui penche vers le parti démocrate lors de la plupart des élections présidentielles.

L'économie est au centre des préoccupations des électeurs en Pennsylvanie, en particulier après une forte hausse de l'inflation sous l'administration Biden. Selon Datasembly, cet État a connu l'augmentation la plus significative des prix alimentaires, et un habitant sur huit y souffre d'insécurité alimentaire. Cette situation économique difficile pourrait désavantager Kamala Harris, d'autant que de nombreux électeurs portent un jugement négatif sur son programme économique. De plus, la Pennsylvanie est également l'État où une tentative d'assassinat sur Donald Trump a eu lieu, ce qui a renforcé l'attention des médias et l'importance politique de cet État.

En conclusion, les sept *swing states* seront déterminants dans l'élection présidentielle américaine de 2024. La Pennsylvanie, avec son nombre élevé de grands électeurs, représente un enjeu crucial, où les deux candidats mènent leur campagne avec intensité. À moins de trois semaines du scrutin, l'issue des élections reste incertaine. Dans cette course serrée, les candidats devront focaliser leurs efforts sur ces États stratégiques afin d'accumuler les victoires électorales et ainsi accéder à la présidence.

# RELATIONS TRANSATLANTIQUES : LES POTENTIELLES CONSÉQUENCES D'UN RETOUR DE DONALD TRUMP A LA MAISON BLANCHE

RÉDIGÉ PAR ROBIN YAHİ



Image n°11 : A gauche, le drapeau américain, à droit, le drapeau de l'Union Européenne. © Commission européenne

Les élections présidentielles américaines sont systématiquement appréhendées par la communauté internationale, particulièrement cette année en raison de l'instabilité géopolitique et la multiplicité des conflits à travers le monde. Les résultats des élections seront particulièrement importants pour l'Europe. En effet, le meilleur allié du Vieux Continent adoptera une position bien différente selon le futur locataire de la Maison Blanche. Si les intérêts américains seront évidemment toujours favorisés par Washington, que le président (ou la présidente) soit républicain ou démocrate, on peut néanmoins s'attendre à des différences marquantes dans les relations transatlantiques en fonction du résultat qui sortira des urnes le 5 novembre 2024. Pour les Européens, les enjeux sont multiples : partenariat économique et commercial, respect de l'Accord de Paris et poursuite des objectifs de développement durable, ainsi que le maintien de l'alliance de l'OTAN ou encore du soutien matériel et financier à l'Ukraine.

## PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ET PROTECTIONNISME AMÉRICAIN

« *It's the economy stupid* », cette citation de Jim Carville, conseiller politique de Bill Clinton durant la campagne présidentielle de 1992, résume assez bien la préoccupation principale des citoyens américains en 2024. Si l'immigration et le droit à l'avortement sont également très présents durant les débats, la poursuite de la relance économique américaine et la réduction de l'inflation reste la priorité pour la majorité des citoyens américains (Nadeem, R., 2024). Ouvertement en guerre commerciale avec la Chine depuis la première mandature de Trump, les États-Unis mènent une politique protectionniste qui a déjà affecté les intérêts économiques européens. En effet, l'*Inflation Reduction Act*, adopté par le Congrès américain début 2023, a pour ambition de soutenir la production et l'utilisation de l'énergie verte aux États-Unis. Cette loi permet indirectement de réduire le prix de l'énergie sur le territoire américain, notamment en encourageant la production d'hydrogène vert via des subventions fédérales.

Ainsi, en affichant un prix énergétique beaucoup plus attractif qu'en Europe (l'électricité étant environ deux fois moins chère aux États-Unis comparativement aux prix européens - Contexte, 2024), les investissements vers les États-Unis sont priorisés par les multinationales. Le constat est déjà largement désavantageux pour les pays européens. En effet, la croissance de l'Union européenne stagnait à 0,5 % en 2023, lorsque les États-Unis culminaient à 3 % et la Chine à 5,2 % (LFP, 2024). Mais cette tendance pourrait encore s'empirer si Donald Trump venait à retrouver la Maison Blanche. En effet, le candidat républicain déclarait en octobre 2024 lors d'un meeting du Economic Club of Chicago : « *You know what's very tough? The European Union – our beautiful European countries... If you add them up they're almost the size of us. They treat us so badly – we have a deficit* » (à traduire par : « Vous savez ce qui est vraiment difficile ? L'Union européenne – nos beaux pays européens... Si vous les additionnez, ils sont presque aussi grands que nous. Ils nous traitent très mal – nous avons un déficit »). Donald Trump avait déjà questionné la fiabilité et la solidité du partenariat économique avec l'Union européenne durant son premier mandat, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, l'excellence de l'industrie automobile allemande étant fréquemment au cœur de ses invectives envers les Européens.

Mais l'ancien président américain prévoit de mener une politique économique encore plus agressive à l'égard de ses partenaires européens. Donald Trump a déclaré envisager une taxe d'importations de 2 000 % sur certains produits européens pour réduire le déficit américain et protéger les entreprises états-uniennes. Si bon nombre d'économistes ont déjà réfuté la faisabilité d'un tel projet, Donald Trump a déjà démontré à maintes reprises son imprévisibilité et son aptitude à sortir des sentiers battus pour plaire à son électorat. L'économie européenne, déjà lourdement fragilisée depuis le début de la guerre en Ukraine, pourrait voir sa relance économique entravée en cas de victoire de Donald Trump. Néanmoins, Kamala Harris ne devrait pas non plus faire de cadeaux à l'Europe et prévoit également des mesures protectionnistes, mais beaucoup plus axées vers la Chine et non sur l'Union européenne. L'UE, qui peine à protéger son industrie et son économie malgré les centaines de milliards d'euros d'investissement annoncés dans le cadre du plan de relance *Next Generation EU*, devra donc faire face à un protectionnisme américain assumé, peu importe le résultat des élections.

## ACCORD DE PARIS ET ENGAGEMENTS ÉCOLOGIQUES

Le respect de l'Accord de Paris et le respect des normes environnementales laissent apparaître des différences idéologiques extrêmement marquées entre Donald Trump et Kamala Harris. L'ancien président américain avait quitté l'Accord de Paris lors de sa première année à la Maison Blanche en juin 2017. Le candidat républicain a par ailleurs affiché à de nombreuses reprises des positions climatosceptiques. Il avait par exemple déclaré en septembre 2020 que la multiplication des incendies en Californie n'était aucunement liée au changement climatique, mais simplement à la mauvaise gestion des forêts. Au contraire, Kamala Harris favorise la transition énergétique, et conjointement avec Joe Biden, elle a rappelé à de nombreuses reprises l'importance de la question environnementale et sa volonté de soutenir les engagements pris lors de l'Accord de Paris. De plus, elle s'était également engagée à faire respecter les normes environnementales dans le secteur des hydrocarbures américain lorsqu'elle était encore procureur générale. La vice-présidente avait aussi affiché un fervent soutien au *New Green Deal*, un projet de loi adopté par le Congrès américain en 2019, visant à réduire les inégalités économiques tout en favorisant la transition énergétique.



Image n°12 : Joe Biden et Kamala Harris lors de la ratification du retour des Etats-Unis dans l'Accord de Paris. © CNN

La politique écologique américaine sera donc complètement différente selon le résultat des urnes. Donald Trump a déclaré vouloir quitter à nouveau l'Accord de Paris, et pourrait même tenter de se désengager des accords de l'ONU concernant le changement climatique.

Pour cela, il devrait avoir l'appui du congrès, ce qui ne sera pas chose facile étant donné que Donald Trump ne fait même pas l'unanimité au sein du camp républicain, particulièrement concernant la question climatique. Concernant les relations avec l'UE, un accord climatique visant à réduire les émissions carbone aux États-Unis et en Europe reste en suspens, en raison de l'arrivée des élections américaines. On peut aisément prévoir que cet accord ne verra pas le jour si Donald Trump venait à être élu président. De plus, le *Carbon Border Adjustment Mechanism*, également appelé « taxe carbone » et mise en place par l'UE en octobre 2023, impose des taxes sur les produits manufacturés ne respectant pas les exigences européennes en termes de respect de l'environnement. Si Joe Biden a réussi à respecter les normes imposées par l'UE en subventionnant la production de produits à faible teneur en carbone d'acier, d'aluminium et d'autres produits, Donald Trump ne devrait pas s'embarrasser d'utiliser de l'argent public pour respecter des normes environnementales. Ainsi, les produits américains pourraient être taxés plus lourdement, et en représailles, Washington pourrait appliquer de nouvelles taxes sur les importations européennes. En revanche, Kamala Harris a réaffirmé sa volonté de réduire l'empreinte carbone américaine et pourrait même envisager de réduire les barrières douanières visant les véhicules électriques chinois pour encourager les conducteurs américains à se tourner vers des véhicules à faibles émissions de CO<sub>2</sub>. Ainsi, le respect des traités et normes environnementales pourrait être grandement affecté si Trump venait à remporter l'élection. Ce dernier donnerait largement la priorité à la croissance américaine au détriment du développement durable.

## SOUTIEN OU ABANDON DE LA CAUSE UKRAINIENNE ?

Depuis février 2022, le conflit russe-ukrainien a vu ressurgir la guerre en Europe et a entraîné indirectement une revitalisation de l'OTAN. En effet, l'organisation militaire liant bon nombre de pays européens aux États-Unis voyait son importance diminuer, du moins du point de vue français. Emmanuel Macron était même allé jusqu'à déclarer que l'alliance était « en état de mort cérébrale » en novembre 2019 (Economist, 2019). L'invasion russe a ainsi permis de redynamiser le partenariat défensif entre Américains et européen pour soutenir l'Ukraine, en plus d'avoir remis à l'ordre du jour la nécessité d'une défense européenne commune au sein de l'UE.

Si les Européens sont le premier soutien financier de l'Ukraine dans le domaine humanitaire (assistance médicale et aide aux réfugiés principalement), Washington a massivement soutenu l'effort de guerre ukrainien depuis le début des hostilités, bien plus que les pays de l'UE. Effectivement, les États-Unis ont déboursé 46,3 milliards de dollars en vue d'aider militairement les forces armées ukrainiennes depuis le début du conflit. En comparaison, l'Allemagne et la Pologne ont respectivement apporté un soutien militaire valorisé à 19,4 milliards de dollars et 3 milliards de dollars, loin devant l'Italie (730 millions de dollars), la France (700 millions de dollars) et l'Espagne (360 millions de dollars) (Beaver, 2023). Ainsi, le soutien américain est vital pour les forces armées ukrainiennes, mais aussi pour les Européens qui souhaitent préserver l'intégrité territoriale de l'Ukraine et permettre à Kiev de rejoindre l'UE.



Image n°13 : Vladimir Poutine et Donald Trump. © Radio Canada

Un retour de Trump à la présidence américaine pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'Ukraine. En effet, l'ancien président a déjà manifesté son admiration pour Vladimir Poutine, et il a affirmé sa volonté d'inciter les belligérants à se réunir autour de la table des négociations, déclarant même lors de son inauguration au congrès du parti républicain qu'il pourrait « mettre fin à la guerre en 24 heures ». Kamala Harris, dans la continuité de la politique menée par Joe Biden, a assuré vouloir conserver un soutien ferme à l'Ukraine, en plus de maintenir les sanctions économiques en vigueur envers la Russie. En cas de victoire de Donald Trump et du retrait du soutien américain, on peut difficilement imaginer l'UE poursuivre l'effort de guerre. D'une part, les pays européens ne disposent pas d'une industrie d'armement équivalente à celle des États-Unis (qui reste de loin le pays le mieux armé au monde), d'autre part, la situation économique médiocre de l'UE ne permettrait pas aux pays européens d'accroître considérablement leur soutien financier à l'Ukraine.

Dans une telle situation, Bruxelles ne pourrait se permettre d'inciter les États membres à soutenir davantage l'effort de guerre ukrainien. S'ajoute à cela la lassitude d'une partie de l'opinion publique et des classes politiques européennes, qui dénoncent les effets économiques négatifs de ce conflit pour l'UE. Mais au-delà du conflit ukrainien, un retrait américain et une victoire de la Russie pourraient également entraîner la dissolution de l'OTAN. Effectivement, l'abandon de Washington après 2 ans et demi de soutien démontrerait la non-fiabilité de l'allié états-unien, et la dépendance des Européens au résultat des élections américaines. De ce fait, une victoire de Donald Trump pourrait mettre fin au conflit, mais également à la plus vieille alliance militaire en vigueur entre Européens et Américains, et conséquemment encourager l'UE à adopter une défense militaire commune.

Pour conclure, si les élections présidentielles américaines affectent indirectement l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'élection de novembre 2024 pourrait bien marquer un tournant quant aux relations transatlantiques. Le retour de Donald Trump au pouvoir entraînera de nombreux changements dans les relations entre l'Europe et Washington, comme l'on a pu le voir entre 2017 et 2021. Cependant, Donald Trump paraît beaucoup mieux préparé au pouvoir, notamment dans le domaine exécutif où il souhaiterait mettre en place une administration totalement dévouée à ses idéaux en cas de victoire. Si l'ancien président américain est imprévisible et peut paraître déconnecté de la réalité, il a démontré à de nombreuses reprises qu'il savait tenir sa parole, particulièrement sur la scène internationale (rencontre avec Kim-Jong Hun, Accords d'Abraham, retrait de l'Accord de Paris...). Ainsi, une victoire de Donald Trump entraînerait logiquement une complexification de la diplomatie américaine envers l'Europe, tandis qu'une victoire de Kamala Harris serait synonyme de continuité de la politique étrangère menée par Joe Biden et Anthony Blinken.

# ÉLECTIONS AMÉRICAINES : QUI SERONT LES GRANDS GAGNANTS ? LES SCÉNARIOS POSSIBLES

RÉDIGÉ PAR GRÉGOIRE MARCONNET



Image n°14 : Design de The Guardian d'après l'article "Where do Kamala Harris and Donald Trump stand on the key elections issues ?" © The Guardian

Le 5 novembre 2024 s'annonce explosif. Jamais une élection américaine n'aura été aussi serrée au niveau des intentions de vote, laissant place à deux scénarios possibles. Chaque jour de plus en plus mouvementée, cette campagne électorale n'a pas fini de nous surprendre en termes d'événements. Après avoir remporté le débat du 10 septembre, Kamala Harris n'a pas encore gagné face à Donald Trump, sortant indemne d'une seconde tentative d'assassinat. À travers les sondages, les programmes, les débats télévisés et les journaux, il est possible d'analyser deux trajectoires envisageables pour nos deux candidats. Selon le choix des Américains, l'avenir du pays et du monde entier sera complètement différent. **Voici les deux scénarios.**

## ET SI DONALD TRUMP REMPORTAIT LES ÉLECTIONS ?

Compréhensible par un enfant de 10 ans. C'est ce qu'indique l'indice Coleman-Liau<sup>1</sup>, appliqué au discours d'acceptation à la présidentielle de Donald Trump.



Image n°15 : Donald Trump à la convention nationale républicaine le 18 juillet 2024 © New York Times

L'ancien président des États-Unis maîtrise la rhétorique émotive pour rallier les foules. Alternant entre la peur puis l'espoir, Donald Trump emploie le « nous » de son électoralat, face à « eux », les immigrés clandestins et les démocrates. Ce cocktail d'émotions suscite chez certains Américains, des passions fortes et des convictions bien arrêtées.

<sup>1</sup> L'indice Coleman-Liau permet de connaître le niveau scolaire moyen nécessaire pour comprendre un texte. C'est un test de lisibilité conçu par M.Coleman et T.L.Liau en 1975 afin d'évaluer la compréhensibilité d'un texte.

La diabolisation des démocrates, qui détriraient la sécurité sociale, l'assurance maladie et qui seraient incapables de gérer l'immigration, est le crédo inlassable de Trump. C'est probablement sa force de frappe la plus efficace, ayant déjà fait ses preuves face à Hillary Clinton en 2016. À force de présenter cette dernière comme corrompue, l'électorat s'est mis à y croire, piégé dans un biais cognitif d'une vérité illusoire. Ceci est loin d'être la seule raison de la possible victoire du riche investisseur immobilier.

L'exaspération des classes populaires serait le premier facteur de sa victoire. Les ménages américains sont toujours sous le coup de l'inflation, et sont donc enclins à toutes promesses d'allègements, ce que va exploiter le candidat républicain avec brio.



Image n°16 : Des militants républicains à la convention nationale républicaine, le 18 juillet 2024. © The Philadelphia Inquirer

La généralisation de ce mécontentement se fait sentir dans les sondages. Plus de la moitié de la population pense que le pays s'affaiblit et est délaissé par les élites qui ne tiennent pas à la « classe qui travaille », ce que Donald Trump exploite volontiers. Paradoxalement, la croissance du PIB sous Trump était de 7 % tandis que Biden l'a rehaussée à plus de 11 %, mais cela semble lointain pour les électeurs américains.

Indissociable des politiques économiques, la cohésion sociale s'articule autour de valeurs morales. La famille, le drapeau, la religion ou encore l'immigration et la criminalité ont parfaitement été utilisés par l'homme politique.

De plus, les États avec une forte croissance démographique sont gouvernés par des républicains (Idaho, Montana, Texas), où règne un certain dynamisme économique.

À l'inverse, ceux gouvernés par des démocrates comme la Californie ou l'État de New-York font face à des inégalités prononcées et une fiscalité élevée, tandis que l'économie et l'inflation sont les premières préoccupations des habitants des États-Unis, selon l'entreprise de sondages *Gallup*.

Enfin, les démocrates auraient trop stimulé l'économie après la pandémie de Covid 19, faisant grimper l'inflation, laissant peu de chances de victoire à Joe Biden et Kamala Harris.

# **ET SI LA VICTOIRE REVENAIT A KAMALA HARRIS ?**



Image n°17 : Kamala Harris à la convention nationale démocrate  
le 22 août 2024. © PBS News

La joie et la bonne humeur. C'est le message fort véhiculé par la campagne présidentielle de Kamala Harris depuis son discours à la convention nationale démocrate. À l'aide d'une décontraction des idées du parti et d'un programme d'apparence minimaliste, la vice-présidente des États-Unis sait surfer sur la vague médiatique pour séduire la classe moyenne. « Je suis capitaliste », a annoncé la démocrate ce 25 septembre devant les cercles économiques de Pittsburgh en Pennsylvanie, en présentant ses ambitions économiques pour son mandat. Les attaques répétées de Donald Trump (ibid le biais cognitif de vérité illusoire) sur son orientation marxiste ne lui auront fait ni chaud ni froid. Appuyée par la banque Goldman Sachs, son programme sera plus favorable aux Américains « moyens », à l'inverse du programme de l'investisseur républicain, qui leur fera perdre plus de 4 000 dollars annuels à cause d'une hausse significative des taxes.

La modération des valeurs morales pourra réunir un grand nombre de personnes qui partagent le sentiment de déconnexion avec les nouvelles formes de « wokisme »<sup>2</sup>.

2 Selon le dictionnaire en ligne le Robert et le Larousse en ligne:<https://dictionnaire.lerobert.com/definition/wokisme#:~:text=D%C3%A9finition%20de%20wokisme%20%E2%80%8B%E2%80%8B,d%C3%A9finition>, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/wokisme/188751>, Le Wokisme est un anglicisme (souvent péjoratif): "Courant de pensée d'origine américaine qui dénonce, parfois de manière intransigeante, les injustices et discriminations subies par les minorités ; mouvement, pensée woke." et peut être "[...] perçu comme attentatoire à l'universalisme républicain."

La pensée progressiste oppressante et l'intersectionnalité des préoccupations chez les démocrates a été simplifiée par la candidate. Ce ménage de trop plein habituel se fait ressentir dans le programme, à l'aide de quelques promesses qui parlent au peuple, comme le rétablissement du droit à l'avortement. Cette stratégie médiatique est bien trouvée. En minimisant le vote au rétablissement de l'IVG et au rejet de Trump, le positionnement démocrate devient positif.



Image n°18 : Kamala Harris et son électoral à la convention nationale démocrate, le 22 août 2024. © Paris Match

En réduisant ainsi les possibilités d'attaques sur elle-même par les républicains, les projecteurs se sont braqués sur les incohérences de discours de son concurrent. Le débat présidentiel du 10 septembre en est le funeste résultat. Le désordre républicain manifesté par une coalition d'électeurs divers et variés aurait dû trouver une synthèse politique dans la voix de Trump, ce qui semble compliqué en vertu de l'actualité à un mois des élections. Harris semble mener la danse dans la course aux médias, tandis que son adversaire peine à faire preuve de sérieux dans l'adversité électorale.

## QUEL PROGRAMME POUR LES ÉTATS-UNIS ?

Un discours simple est-il égal à un programme simple ? Voyons les mesures phares de nos deux candidats, afin d'avoir une vue d'ensemble des quelques effets internes au pays dans un cas comme dans l'autre.

### *“America, we are not going back”*

- Lutte pour les droits reproductifs de dont le rétablissement de l'IVG
- Baisser l'impôt des classes moyennes, l'augmenter pour les entreprises

- Développement de la construction de logements neufs
- Réforme du système migratoire
- Interdiction des pratiques anti compétitives des entreprises
- Bannissement des armes de guerre et systématiser les vérifications
- Développement de l'indépendance énergétique américaine



Image n°19 : Kamala Harris et Tim Walz à Philadelphie (Pennsylvanie), le 6 août 2024. © Reuters

### *“It’s America first”*

- Augmenter les droits de douane, dont 60 % sur les importations chinoises
- Baisse de 15 % d'impôt sur les sociétés
- Large « opération d'exclusion » et construction du mur avec le Mexique
- Bannissement du vote par correspondance
- Contrôle sur les contenus enseignés à l'école dont la « critical race theory »
- Maintien des programmes Medicaid et des assurances maladies (comme Harris)
- Retrait des accords de Paris et des directives sur les véhicules électriques



Image n°20 : Donald Trump dans l'article “Exclusive: Harris widens lead over Trump”. © Reuters

Nos deux candidats partagent certaines réalités liées à l'immigration, la santé et l'économie. Cependant, leurs solutions pour traiter ces sujets sont drastiquement différentes, tout comme leur vision des institutions, de la démocratie ou des libertés individuelles. Leur objectif principal pour chacun est de réduire une inflation cumulée à 20 % sous Biden. Un grand nombre de sujets sont abordés dans les programmes, dont l'innovation, la guerre en Ukraine et à Gaza, la justice ou encore les droits des LGBTQ+.

## QUE DISENT LES PRÉDICTIONS ELECTORALES ?

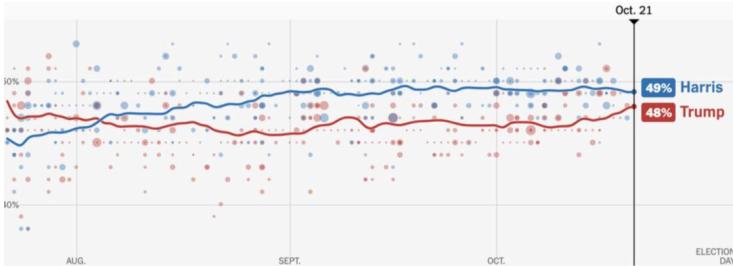


Figure n°3 : élections 2024 Sondages : Harris vs. Trump”.

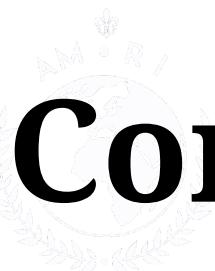
Source : *The New York Times* (octobre 2024)

Attention, les prédictions ne définissent pas le grand gagnant par avance, tout comme les sondages. Cependant, on peut observer des tendances, qui elles changent constamment. Le *New York Times* examine de jour en jour l'état des sondages et composent des données très intéressantes. Comme le rappelle l'analyste politique en chef Nate Cohn pour le journal, « une avance ou un déficit fractionnel dans la moyenne des sondages n'est pas la différence entre le fait qu'un candidat gagne ou perde, même si cela peut sembler être le cas ». (Nate Cohn, 2024)

De plus, les prédictions ont une certaine marge d'erreur qui pour certains États s'avère être conséquente, tel que pour le Wisconsin, la Caroline du Nord ou bien le Michigan, tous étant des Swing States. A la mi-octobre, on constate que Donald Trump n'est plus qu'à un point de différence de sa rivale, Kamala Harris, qui le devançait de plusieurs points quelques jours auparavant.

Malgré leur aspect scientifique, les prévisions ne garantissent rien. Les résultats tombent une fois tous les quatre ans, la marge est donc trop longue pour évaluer correctement les données qui définissent le futur leader des États-Unis.

Ces élections sont difficilement prévisibles. Tous les facteurs cités sont en mouvement perpétuel à quelques semaines du grand jour. De plus, ces deux scénarios donnent seulement un aperçu de la situation générale, et donc des possibilités de victoire pour l'un des deux candidats. Avec des programmes tout aussi ressemblants que différents présentés dans la communication politique actuelle, les électeurs sont divisés. Le résultat final se jouera à un fil, et dépendra des citoyens américains, mais surtout de leur système électoral en vigueur.



# Conclusion

RÉDIGÉE PAR LOU GARCIA

Tous les quatre ans, les élections présidentielles aux États-Unis attirent l'attention mondiale en raison du rôle central de ce pays dans les relations internationales. En tant que puissance influente, les États-Unis participent activement aux prises de décisions dans les principales organisations internationales, comme l'ONU, et façonnent l'ordre mondial à travers leurs engagements diplomatiques, économiques et militaires. Toutefois, les élections de 2024 revêtent une importance particulière, car elles pourraient non seulement modifier le paysage politique intérieur américain, mais aussi restructurer les équilibres géopolitiques mondiaux actuels.

Plusieurs aspects de ces élections ont été explorés dans ce dossier. Tout d'abord, le premier article a mis en lumière le rôle déterminant des *swing states* (états charnières) dans la course à la présidence. Ces états, souvent décisifs, illustrent à quel point le système électoral américain peut dépendre de quelques grands électeurs situés dans des régions stratégiques.

Ensuite, l'analyse des conséquences potentielles pour l'Europe selon le vainqueur souligne l'importance de cette élection pour les relations transatlantiques. Un changement de cap dans la politique étrangère des États-Unis pourrait redéfinir les alliances actuelles. Certains pays en guerre, comme l'Ukraine, pourraient aussi se voir amputés d'une aide financière et matérielle précieuse si le soutien américain se retrouvait comprimé.

Enfin, la dernière section de ce dossier a exploré les scénarios post-électoraux et leurs impacts sur les politiques internes du pays sur des sujets cruciaux comme la gestion économique ou des armes à feu et les droits civiques comme l'avortement.

L'élection américaine de 2024, qui présente une polarisation politique flagrante, est aussi observée par des puissances telles que la Chine, qui pourrait en tirer profit pour renforcer ses positions, notamment sur la question de Taïwan. Profitant d'une période durant laquelle les États-Unis sont tournés vers leurs affaires internes, la Chine a amorcé des exercices militaires aux abords de Taïwan, quelques jours seulement après la Fête nationale de la République de Chine (le 10 octobre) et le discours de son président Lai Ching-Te. De plus, un désengagement potentiel des États-Unis dans des conflits internationaux, comme ceux en Ukraine ou au Liban, pourrait changer les dynamiques sur le terrain, ouvrant la voie à des transformations majeures.

Il est donc essentiel de comprendre les rouages de ces élections afin de saisir les enjeux internes et mondiaux de leurs résultats. Que ce soit pour l'Europe, pour l'issue des conflits armés en cours ou pour la stabilité des ententes diplomatiques actuelles, les conséquences de ce scrutin dépassent largement les frontières américaines, réaffirmant l'importance de la position des États-Unis dans les relations géopolitiques.

## POUR ALLER PLUS LOIN

La revue de l'AMRI vous propose de visionner le film "*The Apprentice*" (2024) réalisé par Ali Abbasi :



Malgré de nombreuses critiques et menaces du clan républicain, le réalisateur, scénariste et monteur dano-iranien Ali Abbasi a décidé de diffuser ce biopic peu flatteur de Donald John Trump, un mois avant les élections américaines. L'ascension fulgurante de l'ancien président entre les années soixante-dix et quatre-vingt y est dépeinte sous la forme d'un thriller haletant. Son avocat Roy Cohn, conseiller de McCarthy durant la chasse aux sorcières et bourreau des Rosenberg, lui enseigne « l'esprit de tueur ». Bien que le film soit partisan selon le réalisateur, il permet néanmoins de dresser le portrait du multimilliardaire, et de comprendre le personnage tant médiatisé.

Accompagné d'une bande originale poignante, le film ne manquera pas de vous faire ressentir moulte sensations fortes, par un jeu cinématographique impressionnant.

Image n°21 : Affiche du film *The Apprentice*  
© Briarcliff Entertainment

## BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

### Articles de presse :

Boyce, L., Gamio, L., Murray, E., & Parlapiano, A. (2024, août 14). Tracking the Swing States for Harris and Trump. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/interactive/2024/us/elections/presidential-election-swing-states.html>

Brooks D. (2024, septembre 4). How Trump Wins (and Harris and the Democrats Blow It). *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/09/04/opinion/trump-win-election-harris.html>

Courrier International. (2024, septembre 22). Donald Trump et Kamala Harris, pourquoi ils ont tous les deux leurs chances. *Courrier International*. [https://www.courrierinternational.com/long-format/presidentielle-americaine-donald-trump-et-kamala-harris-pourquoi-ils-ont-tous-les-deux-leurs-chances\\_221896](https://www.courrierinternational.com/long-format/presidentielle-americaine-donald-trump-et-kamala-harris-pourquoi-ils-ont-tous-les-deux-leurs-chances_221896)

Douthat R. (2024, septembre 4). How Harris Wins (and Trump and the Republicans Blow It). *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/09/04/opinion/harris-win-election-trump.html>

Eichengreen, B. (2024, août 13). Trump would pull out of Paris climate treaty again – and Harris faces tough choices. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/article/2024/aug/13/donald-trump-paris-climate-treaty-kamala-harris-china>

Fillion G. (2024, mai 24). Analyse | La majorité des Américains croient que l'économie va mal, à tort. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2075126/etats-unis-economie-perception>

Fitzgerald J. (2024, 1er octobre) Seven swing states set to decide the 2024 US election. *BBC*. Consulté 20 octobre 2024, à l'adresse <https://www.bbc.com/news/articles/c511pyn3xw3o>

Laurent S. (2024, octobre 14). Le capitalisme libéral bienveillant de Kamala Harris, aveugle aux différences, s'oppose en tout point à celui qui est incarné et défendu par Donald Trump. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/10/14/le-capitalisme-liberal-bienveillant-de-kamala-harris-aveugle-aux-differences-s-oppose-en-tout-point-a-celui-qui-est-incarne-et-defendu-par-donald-trump\\_6351437\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/10/14/le-capitalisme-liberal-bienveillant-de-kamala-harris-aveugle-aux-differences-s-oppose-en-tout-point-a-celui-qui-est-incarne-et-defendu-par-donald-trump_6351437_3232.html)

Le Billon, V. (2020, 16 septembre). Donald Trump conteste le changement climatique, à rebours de l'opinion américaine. *Les Échos*. <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/donald-trump-conteste-le-changement-climatique-a-rebours-de-lopinion-americaine-1242681>

Lederer, E. M. (2024, 2 juillet). *Russia-Ukraine war can't be settled in one day, Russia's UN official says* | AP News. AP News. <https://apnews.com/article/trump-russia-ukraine-war-un-election-a78ecb843af452b8dda1d52d137ca893>

Romain M. (2024, octobre 10). Présidentielle américaine 2024 : comparez les programmes de Kamala Harris et Donald Trump. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/10/10/elections-americaines-2024-comparez-les-programmes-de-kamala-harris-et-donald-trump\\_6347920\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/10/10/elections-americaines-2024-comparez-les-programmes-de-kamala-harris-et-donald-trump_6347920_4355770.html)

Singh, K. (2024, 24 septembre). Trump says US needs to get out of Ukraine war. *Reuters*. <https://www.reuters.com/world/trump-says-us-needs-get-out-ukraine-war-2024-09-24/>

## BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Smith, B., & Henderson, C. (2024, 15 octobre). Donald Trump claims EU poses economic threat to US. *The Telegraph*. [https://www.telegraph.co.uk/us/politics/2024/10/15/donald-trump-warns-economic-threat-european-union/?ICID=continue\\_without\\_subscribing\\_reg\\_first](https://www.telegraph.co.uk/us/politics/2024/10/15/donald-trump-warns-economic-threat-european-union/?ICID=continue_without_subscribing_reg_first)

The Economist. (2019, 7 novembre). Emmanuel Macron warns Europe : NATO is becoming brain-dead. *The Economist*. <https://www.economist.com/europe/2019/11/07/emmanuel-macron-warns-europe-nato-is-becoming-brain-dead>

The New York Times. (2024). Election 2024 Polls: Harris vs. Trump. *nytimes.com*.  
<https://www.nytimes.com/interactive/2024/us/elections/polls-president.html#>

Yang, M. (2022, 9 mars). Trump 'admired' Putin's ability to 'kill whoever', says Stephanie Grisham. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/us-news/2022/mar/09/donald-trump-vladimir-putin-stephanie-grisham>

### Sitographie :

2024 CPR President Race ratings. (s. d.). Cook Political Report. Consulté 25 octobre 2024, à l'adresse  
<https://www.cookpolitical.com/ratings/presidential-race-ratings>

A European Plan for Trump (and Harris). (2024, 4 septembre). *Internationale Politik Quarterly*.  
<https://ip-quarterly.com/en/european-plan-trump-and-harris>

Beaver, W. (2024, 28 février). Yes, America Is the Biggest Military Donor to Ukraine | The Heritage Foundation. *The Heritage Foundation*. <https://www.heritage.org/global-politics/commentary/yes-america-the-biggest-military-donor-ukraine>

EU Assistance to Ukraine (in U.S. Dollars). (2024, 23 septembre). *EEAS*.  
[https://www.eeas.europa.eu/delegations/united-states-america/eu-assistance-ukraine-us-dollars\\_en?s=253](https://www.eeas.europa.eu/delegations/united-states-america/eu-assistance-ukraine-us-dollars_en?s=253)

Gallup.(2024).Most Important Problem. *news.gallup.com*. <https://news.gallup.com/poll/1675/most-important-problem.aspx>

Harris vs. Trump Arizona polls—The Hill and DDHQ. *The Hill*. Consulté le 20 octobre 2024, à l'adresse :  
<https://elections2024.thehill.com/arizona/harris-trump-arizona/>

L'électricité deux fois plus chère en Europe qu'aux Etats-Unis. (s. d.). *Contexte*.  
[https://www.contexte.com/article/pouvoirs/lelectricite-deux-fois-plus-chere-en-europe-quaux-etats-unis\\_37128.html](https://www.contexte.com/article/pouvoirs/lelectricite-deux-fois-plus-chere-en-europe-quaux-etats-unis_37128.html)

La Finance Pour Tous (2024, 6 juin). Cartographie des données économiques en Europe - La finance pour tous. *La Finance Pour Tous*. <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/economie-europeenne/cartographie-des-donnees-economiques-en-europe/#:~:text=Quant%20au%20dynamisme%20de%20l,5%20%25%20dans%20l'UE.>

## BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Michigan : President : General election : 2024 Polls | FiveThirtyEight. Consulté le 20 octobre 2024, à l'adresse :  
<https://projects.fivethirtyeight.com/polls/president-general/2024/michigan/>

Nadeem, R., & Nadeem, R. (2024, 9 septembre). 2. *Issues and the 2024 election*. Pew Research Center.  
<https://www.pewresearch.org/politics/2024/09/09/issues-and-the-2024-election/>

O'Steen K. (2023, octobre 4). Is North Carolina Really a Purple State? NC Chamber.  
<https://ncchamber.com/2023/10/04/is-north-carolina-really-a-purple-state/>

VandeHei, M. A., Jim. (2024, mai 6). 6% of six states will decide the presidential election. Axios.  
<https://wwwaxios.com/2024/05/06/biden-trump-election-swing-states>

VOX EU - CEPR. (2023, 17 octobre). The US Inflation Reduction Act : How the EU is affected and how it should react. CEPR. <https://cepr.org/voxeu/columns/us-inflation-reduction-act-how-eu-affected-and-how-it-should-react>

### Vidéographie :

C-SPAN. (2024). *Donald Trump Full Acceptance Speech at 2024 Republican National Convention*. [vidéo]. YouTube.  
[https://www.youtube.com/watch?v=\\_oy8\\_kk2uzs](https://www.youtube.com/watch?v=_oy8_kk2uzs)

CBC News: The National. (2024). *Kamala Harris's full speech to the Democratic National Convention*. [vidéo]. YouTube. <https://youtu.be/61HY9atD2H4?si=E0h-wgFNqfrBUb04>

Le Monde. (2024). *Donald Trump vous manipule, voici comment*. [vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=ep30-Q2SyOE>

Radio-Canada Info. (2024). *Débat entre Kamala Harris et Donald Trump : revoyez notre émission spéciale*. [vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=dlt0rF89dwc>

Radio-Canada Info. (2024). *Discours de Kamala Harris pour clôturer la convention démocrate*. [vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=kLXYx64qAGg>

# PEACEBUILDING EN COLOMBIE : L'INTERVENTION EUROPÉENNE DANS L'ACCORD DE PAIX DE 2016

RÉDIGÉ PAR MATHILDE ARROUART



Image n°22 : Le président Juan Manuel Santos (à gauche) et un responsable des FARC, Timoleon Jimenez, signent un cessez-le-feu en juin 2016.

© CNN

Depuis sa création, l'Union européenne (UE) a toujours œuvré en faveur de la paix dans le monde. La Colombie fait partie de ces pays bénéficiaires d'une aide européenne, et cela depuis le début des années 2000 avec des programmes d'aide tels que le Peace Laboratories (2002-2012) et le New Peace Territories (2012-2017). De 2012 à 2016, le gouvernement colombien a négocié un accord de paix avec le principal groupe armé, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), mettant ainsi fin à 52 ans de conflit. Après la signature de l'accord de paix, l'UE a intensifié son aide humanitaire pour soutenir le processus de réconciliation et de reconstruction post-conflit de la Colombie. Cette aide comprend des projets de réintégration des anciens combattants, de réhabilitation des zones touchées par le conflit et d'assistance aux victimes. Cette stratégie de peacebuilding a été réalisée par le biais d'un fonds d'aide, le Trust Fund de l'UE pour la Colombie. Malgré la signature d'un accord de paix entre les groupes armés irréguliers et le gouvernement colombien en 2016, une augmentation significative de la violence a été constatée au cours des huit dernières années.

Cet article reviendra tout d'abord sur la naissance des FARC et sur les trois premières tentatives de négociations de paix. Une deuxième partie permettra d'aborder le rôle de l'UE dans la réussite des négociations et l'aide financière apportée. Puis pour finir, une dernière partie permettra d'évoquer la situation actuelle en Colombie, huit ans après la signature de l'accord.

## LA VIOLENCIA : NAISSANCE DES FARC

Depuis leur création officielle en 1964, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) se sont toujours opposées au gouvernement colombien. Les années 1950 et 1960 en Colombie ont été caractérisées par une violence politique intense, souvent appelée La Violencia (Bailey, 1967). Il s'agit d'un conflit sanglant entre les partisans des partis libéraux et conservateurs. Cette période agitée a été propice à la formation de groupes de guérilla tels que les FARC ou l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN). Les FARC naissent dans un contexte de troubles, marqué par de profondes inégalités socio-économiques, d'injustices et d'exclusions politiques en Colombie.

Le groupe se réclame d'une idéologie marxiste-léniniste et lutte notamment pour une réforme agraire, pour les droits des travailleurs et pour une redistribution plus équitable des richesses. Il critique également le manque de représentation et l'exclusion des partis de gauche du processus politique.

Les FARC sont considérées comme une organisation terroriste par le gouvernement colombien mais aussi par des organisations internationales comme l'UE et l'ONU en raison de ses actions violentes, incluant enlèvements, assassinats et attentats. Les enlèvements contre rançon et le trafic de drogue sont ses principales sources de financement. Ces actions ont conduit à de graves violations des droits de l'homme, renforçant son statut de groupe terroriste auprès des États-Unis, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'UE.

Auparavant considérés comme de simples bandits ou criminels, c'est dans les années 1980 que la nature politique des revendications de la guérilla est reconnue pour la première fois. Le gouvernement colombien admet l'existence de « raisons objectives » au développement de la lutte armée colombienne. La guérilla répond favorablement à cette politique d'ouverture. En 1985, les FARC s'associent à une fraction de l'ELN, au Parti communiste et à d'autres acteurs politiques pour former un nouveau parti politique : *Unión Patriótica* (UP). Mais, ce parti ne fait pas l'unanimité. Il fait rapidement l'objet d'une répression sanglante à laquelle participent des cartels de la drogue et des groupes paramilitaires tels que l'AUC (Autodéfenses unies de Colombie), mais aussi certains acteurs issus de l'armée et de la police.

## L'ÉCHEC DES TROIS TENTATIVES DE RÉCONCILIATION

Une première tentative de réconciliation initiée sous la présidence de Belisario Betencur avait abouti à l'adoption d'un cessez-le-feu en 1984. Mais l'émergence de groupes paramilitaires d'extrême droite, soutenus par le gouvernement colombien, menèrent à l'assassinat de près de 5 000 membres de l'UP. En parallèle, les FARC ont tendu une embuscade qui coûta la vie à 26 militaires à Puerto Rico (Caqueta) en juin 1987. Ces évènements ont détérioré la communication entre les deux parties, menant à la fin du cessez-le-feu qui n'aura duré que trois ans.

D'autres tentatives de négociation ont eu lieu par la suite. Le deuxième essai a eu lieu entre 1991 et 1992. Au cours de cette période, les négociations entre la guérilla et le gouvernement de Gaviria ont été rompues à plusieurs reprises en raison d'incidents similaires : un attentat contre le président du Sénat puis l'enlèvement et l'assassinat d'un ancien membre du cabinet.

C'est en 2002 qu'a lieu la dernière tentative de négociation. Celle-ci est écourtée à la suite de l'enlèvement d'un sénateur colombien et d'Ingrid Betancourt par les FARC. Cela a eu raison de la patience du président Andres Pastrana qui à la suite de cet incident, a fait une apparition sur la télévision nationale pour faire part de sa décision de mettre fin aux pourparlers de paix. C'est la troisième fois en 20 ans qu'un processus de paix entre un gouvernement colombien et les FARC échoue dans un contexte de récriminations mutuelles.

## POURQUOI LE PROCESSUS DE PAIX EN COLOMBIE A-T-IL ÉCHOUÉ ?

« *Why did the peace process in Colombia fail?* » titre Camilo A. Azcarate dans un article académique publié dans *The Online Journal of Peace and Conflict Resolution* en janvier 2003. Il y analyse les raisons de l'échec du processus de paix entre le gouvernement colombien et les FARC. Diagnostic déficient, procédure inadéquate, manipulation évitable ou encore influencer par des évènements extérieurs, Azcarate identifie plusieurs « défauts de conception » des trois premières tentatives de paix. La signature d'un accord de paix entre les FARC et le gouvernement colombien doit donc tenir compte de ces éléments s'il veut avoir une chance de réussir. Le facteur clé de cet échec est la déficience du diagnostic, conduisant à une procédure de rapprochement inadéquate. Malgré leurs différends politiques et idéologiques, les deux parties sont arrivées à la table des négociations avec un diagnostic similaire, bien qu'incomplet, du conflit.

Cependant, leur vision du conflit est fortement influencée par la représentation qu'ils ont de leur interlocuteur. Cette méfiance réciproque ouvre la voie à une spirale de violence sans fin où les deux parties se tiennent mutuellement responsables de l'échec du processus de paix.

Indépendamment des circonstances objectives, les parties à la table des négociations se considèrent en fin de compte comme des victimes et perçoivent l'autre comme l'agresseur, ce qui entrave les perspectives de collaboration. La faiblesse du processus de paix tient en partie de l'absence de parties tierces dans les négociations, or ce problème peut être résolu en faisant appel à des médiateurs internationaux.

## L'INTERVENTION EUROPÉENNE : NÉGOCIATION ET AIDE FINANCIÈRE

En septembre 2012, dix ans après l'échec des dernières tentatives de paix, de nouvelles négociations officielles ont débuté à La Havane, à Cuba. Ces pourparlers, qui se sont déroulés sur plusieurs années, ont été marqués par une différence notable par rapport aux trois tentatives précédentes : la présence de médiateurs internationaux. Dans ce cadre, l'UE a largement contribué au processus de paix avec les FARC, bien qu'elle n'ait pas été une partie officielle des négociations. L'UE a soutenu le processus en facilitant les contacts entre les parties, et en s'appuyant sur son expertise pour donner des conseils techniques (Fried, 2017). En outre, en novembre 2015, la haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, a nommé l'ancien Tánaiste et ministre des Affaires étrangères irlandais, Eamon Gilmore, en tant qu'envoyé spécial de l'UE pour le processus de paix en Colombie. En janvier 2016, le Parlement européen a également adopté une résolution soutenant le processus de paix. Dès le début des négociations entre les FARC et le gouvernement Santos, l'UE s'est engagée à soutenir ce processus à la fois sur le plan politique, mais aussi par le biais d'une coopération financière (Commission européenne, 2018).

L'accord de paix en Colombie définit l'Union européenne comme un soutien dans trois domaines : sur la réforme globale du développement rural, sur la réinsertion des membres des FARC et d'autres groupes armés dans la vie civile, sur la création d'une unité d'enquête spéciale au sein du bureau du procureur général. Le cas de la Colombie illustre parfaitement la manière dont l'UE travaille à l'instauration de la paix, en combinant ses quatre principaux piliers en matière de relations extérieures, à savoir : un soutien politique fort, une série de projets de coopération, une assistance humanitaire, et des efforts pour améliorer les opportunités de commerce et d'investissement.

Le Trust Fund européen pour la Colombie (EUTF) a été créé en réponse à la demande du gouvernement colombien de recevoir un soutien technique et financier de l'UE pour la mise en œuvre de l'accord de paix. Lors du sommet UE-CELAC de 2015, l'UE et ses États membres ont confirmé au plus haut niveau leur volonté de mettre en place un fonds pour soutenir la Colombie. Le Trust Fund a été officiellement lancé en décembre 2016, peu après la signature de l'accord de paix. Le fonds de l'UE est un effort européen conjoint visant à consolider la paix et à promouvoir le développement durable local en Colombie. L'EUTF a mobilisé une enveloppe financière totale de 130 millions d'euros qui combine les contributions de l'UE et de 21 États membres, du Royaume-Uni, et du Chili en tant que premier donateur d'Amérique latine (Fond pour la paix, 2024). Ce fonds permet à l'UE de répondre de manière cohérente et efficace aux besoins post-conflit du pays. Grâce à des projets, le fonds stimule l'activité économique et la productivité tout en renforçant la présence légitime de l'État. Il soutient aussi la réintégration sociale et économique des ex-combattants. L'objectif global est d'aider la Colombie à garantir une paix stable et durable, à reconstruire son tissu social et économique et à redonner espoir au peuple colombien. La priorité a été donnée aux zones rurales, qui ont été touchées de manière durable par le conflit (Commission Européenne, 2024). Une grande partie de l'aide financière de l'UE à la Colombie a servi à traiter certaines des causes profondes du conflit interne, ainsi que certaines de ses conséquences.

## LE RETOUR DE LA VIOLENCE OU DURABLE DE LA PAIX ?

En 2023, la Colombie était classée 23<sup>e</sup> pays le plus dangereux selon l'Institute for Economics and Peace (IEP). Plus de huit ans après l'accord de paix, le pays reste dangereux pour les défenseurs des droits de l'homme, avec une violence en hausse : 91 massacres en 2020, 96 en 2021 (Indepaz, 2024). La population déplacée n'a cessé d'augmenter, atteignant plus de huit millions de personnes (ONU, 2020).

La montée de la violence est liée au modèle économique colombien. Depuis les années 1990, la Colombie s'intègre davantage au commerce mondial, avec une économie axée sur l'agro-exportation et les ressources minières. Ce modèle a alimenté une économie de guerre, permettant aux groupes armés de financer leurs activités en contrôlant les territoires riches en ressources.

L'UE a soutenu l'accord de paix financièrement et logistiquement, mais sans remettre en question ce modèle, une erreur dans une société inégalitaire où la violence est liée aux questions socio-économiques. En finançant la paix tout en étant un acteur commercial clé, l'UE a paradoxalement renforcé la lutte pour les ressources naturelles, alimentant indirectement le cycle de la violence (CNCD, 2022).

L'échec peut également être imputé au gouvernement colombien, qui a fait preuve d'un manque de volonté de changement. Le gouvernement du président Duque s'est montré réticent à mettre en œuvre l'intégralité de ses engagements en faveur de la paix : la délégation de l'UE s'est montrée tout aussi réticente à interpeller le gouvernement à ce sujet. L'accord de paix intégrait les demandes des FARC concernant la mise en œuvre d'une réforme agraire majeure. Cependant, cette réforme n'a jamais vu le jour. Ce manque d'investissement de la part du gouvernement a limité l'action du Trust Fund.

Pour autant, des avancées positives existent. Le Trust Fund a encouragé la coordination interinstitutionnelle et le dialogue politique avec des innovations locales (Ornilla 2024). De plus, l'accord a réussi à désarmer les FARC, mettant fin à ce conflit majeur, et des négociations avec l'ELN sont en cours. (International Crisis Group, 2023).

## EN RÉSUMÉ

C'est en août 2016, après 50 ans de conflit et trois tentatives infructueuses, qu'un accord de paix a finalement été signé entre les FARC et le gouvernement colombien. Les négociations ont été couronnées de succès grâce à l'intervention de médiateurs internationaux, dont l'UE, qui ont apporté un soutien technique et financier. Même après la signature de l'accord, l'UE a continué à soutenir le processus de paix par le biais de l'aide au développement (fonds fiduciaire de l'UE). Cependant, la signature de cet accord n'a pas mis fin aux violences. Sa mise en œuvre s'est en effet enlisée en raison d'un manque de volonté du gouvernement colombien, mais aussi d'un contexte international qui n'a pas pris en compte les réalités du terrain. L'accord n'a pas été accompagné de changements dans la politique économique. On peut toutefois nuancer cet échec, car l'UE a réussi à améliorer ses compétences en matière d'aide au développement.

# BIBLIOGRAPHIE

## Articles de revue scientifique :

Azcarate C. (2003). Why did the Colombia Peace Process Fail ? The Online Journal of Peace and Conflict Resolution. Issue 5.1 | Summer 2003

[https://www.researchgate.net/publication/255635346\\_Why\\_did\\_the\\_Colombia\\_Peace\\_Process\\_Fail](https://www.researchgate.net/publication/255635346_Why_did_the_Colombia_Peace_Process_Fail) ;  
[https://www.trinstitute.org/ojpcr/5\\_1azcarate.htm](https://www.trinstitute.org/ojpcr/5_1azcarate.htm)

Bailey N. (1967). La Violencia in Colombia. Journal of Inter-American Studies. Vol.9 No.4, page 561-575.  
<https://www.jstor.org/stable/164860>

Ornilla C. (2024) The EU Trust Fund for Colombia: Valuable lessons for hybrid peacebuilding. Development Policy Review. Volume42, Issue2, March 2024 <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/dpr.12753>

Rodriguez Cuadros J.(2014) *Le processus de paix en Colombie. Etudes.* Novembre 2014. p21 à 32.  
[https://shs.cairn.info/article/ETU\\_4210\\_0021/pdf?lang=fr](https://shs.cairn.info/article/ETU_4210_0021/pdf?lang=fr)

## Sources gouvernementales et internationales :

Actualité de l'ONU (2020). Des violences choquantes contre des défenseurs des droits humains en Colombie suscitent des inquiétudes. Nations Unis <https://news.un.org/es/story/2020/01/1467912#&nbsp>

Commission Européenne (2018). *EU & Colombia: Key partners for peace* [https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2019-09/eu-colombia-key-partners-for-peace\\_en.pdf](https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2019-09/eu-colombia-key-partners-for-peace_en.pdf)

Sécurité publique Canada (29 janvier 2009), *Entités inscrites actuellement reconnues comme terroriste.* Gouvernement Canadien. <https://web.archive.org/web/20090129152511/http://www.publicsafety.gc.ca/prg/ns/le/cle-fr.asp>

## Thèse :

Fried (De) L. (2017). The European Union and the Colombian Conflict: The EU's Impact in Fostering Peace (abstract). [Thèse de relations internationales et études diplomatiques de l'UE, Collège de l'Europe]  
<https://www.coleurope.eu/sites/default/files/thesis/files/fried.pdf>

## Sitographie :

About The European Trust Fund for Colombia (2024). Fond Européen pour la Paix.  
<https://www.fondoeuropeoparalapaz.eu/en/about-eutf/>

Colombie : la « paix totale » est-elle de nouveau sur la bonne voie ? (2023) International Crisis Group  
<https://www.crisisgroup.org/fr/latin-america-caribbean/andes/colombia/colombia-total-peace-back-track>

Global Peace Index. (2023) Institut d'économie et de paix de l'Université de Sydney.  
<https://www.economicsandpeace.org/global-peace-index/>

*L'UE veut elle (vraiment) la paix en Colombie ?* (2022) CNCD 11.11.11 <https://www.cncd.be/L-UE-veut-elle-vraiment-la-paix-en-Colombie>

*Massacres en Colombie en 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024* (2024) ONG Indepaz. <https://indepaz.org.co/informe-de-masacres-en-colombia-durante-el-2020-2021/>

*Negotiations with the FARC: 1982-2002.* (2004) Conciliation Ressources <https://www.c-r.org/accord/colombia/negotiations-farc-1982-2002>

*NZ designates 4 new terrorist groups.* (10/02/2010). Taiwan News. [https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.etaiwannews.com%2Fetn%2Fnews\\_content.php%3Fid%3D1177434%26lang%3Deng\\_news#federation=archive.wikiwix.com&tab=url](https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.etaiwannews.com%2Fetn%2Fnews_content.php%3Fid%3D1177434%26lang%3Deng_news#federation=archive.wikiwix.com&tab=url)

*The EU Trust Fund for Colombia* (2024). Commission Européenne. [https://international-partnerships.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/funding-instruments/trust-funds\\_en#the-eu-trust-fund-for-colombia](https://international-partnerships.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/funding-instruments/trust-funds_en#the-eu-trust-fund-for-colombia)

# JACQUES BAINVILLE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

RÉDIGÉ PAR ALEXANDRE DELATTRE



Image n°23 : Portrait de Jacques Bainville. © AFP

Les sujets actuels sont parfois brûlants par leur chaude promiscuité avec notre passé. Toutefois, certains nécessitent de remonter bien plus loin que le seul XXe siècle afin d'en apprécier toutes les racines et leurs ramifications. Il conviendra donc de remonter au XIXe siècle afin d'aborder le personnage complexe de Jacques Bainville, journaliste et historien, et son apport aux relations internationales durant la Grande Guerre et les 2 décennies ayant suivi.

Né en 1879 dans une famille républicaine, engagé dès ses premières années de carrière à l'Action Française (principal organe de presse royaliste de l'époque), il fut l'un des spécialistes des relations internationales dans la rubrique dudit journal, la dirigeant. Il fut un historien de cette fibre historiographique émanant de la fin du XIXe siècle autour du roman national alors en pleine construction à cette époque. Avec les tensions en Europe et le jeu des alliances dont le ton montait à la veille de l'été 1914, la guerre se déclenche avec les batailles meurtrières que l'on connaît. Durant le conflit, Bainville s'aligne sur le principe de l'Union Sacrée qui enveloppe tous les partis et mouvements de la gauche radicale à la droite contre-révolutionnaire, le péril que court la France à l'époque est si grand que les querelles politiques sont mises de côté tant que durera la guerre.

Après la guerre, il continue d'écrire sur les relations internationales et publie quelques ouvrages connus comme son Histoire de France. Avec l'arrivée du parti national-socialiste en Allemagne en 1933, il continue d'alerter sur les dangers du nazisme comme il l'avait fait depuis une décennie en étendant son ouvrage de 1915, Histoire de deux peuples, jusqu'à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Hélas, il ne pourra vérifier par lui-même ses propres prédictions, il meurt le 9 février 1936, date de son 57ème anniversaire, 26 jours avant la remilitarisation de la Rhénanie par le IIIe Reich.

## LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA PAIX

Avec l'armistice de novembre 1918 et la signature du traité de Versailles entre les belligérants, Bainville comprend en lisant ce traité que les conditions imposées à l'Allemagne dans celui-ci sont insuffisantes afin de conserver une paix durable en Europe. Il rédige en 1920 l'un de ses plus célèbre ouvrage, Les conséquences politiques de la paix et dira du traité de Versailles que c'est «Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur, et trop dure pour ce qu'elle a de doux». Il convient d'analyser ici cette phrase très connue lorsque le sujet est abordé.

«Trop dure pour ce qu'elle a de doux» d'abord, renvoie aux conditions économiques et militaires humiliantes que l'Allemagne doit accepter à savoir : limitation de l'armée terrestre à 100 000 hommes dans le seul but d'assurer l'ordre intérieur, abandon de navires lourds comme des cuirassés et interdiction d'en construire de nouveaux, interdiction de développer de nouveaux avions de combat ; abandon de la Silésie au profit de la Pologne et démilitarisation de la Rhénanie, paiement d'indemnités de guerre à la France et à la Belgique, etc. Tout cela écrase l'Allemagne et limite très fortement sa puissance mais lui permet de conserver les atouts ayant fait sa puissance à savoir l'unité politique qui amène à la première partie de la citation.

«Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dure». L'unité allemande est sanctuarisée dans le traité en tenant l'Allemagne pour responsable de l'emballage du conflit à l'été 1914. Le paiement des indemnités de guerre échoue donc à la seule responsabilité de l'Allemagne car les empires centraux comme l'Autriche-Hongrie ou l'empire Ottoman ont été démantelés. Les nouveaux États ayant émergé des ruines de ces entités ont soit nié leur implication dans le conflit comme la Tchécoslovaquie ou la Yougoslavie, soit se sont retrouvés en défaut de paiement comme l'Autriche. Ainsi l'Allemagne humiliée par les conditions «dures» du traité conserve toutes les cartes en main comme l'unité politique, une industrie lourde et de pointe presque intacte (les combats ne s'étant pas déroulés sur le territoire national allemand), des mines de charbon en grande quantité puisque le bassin minier de la Ruhr est encore sous le contrôle de Berlin.

De plus, les failles du traité sont béantes et les organismes chargés de contrôler la bonne application du traité n'effectuent pas sérieusement leur tâche. Ainsi l'Allemagne n'a pas le droit de développer des blindés ? Les officiers allemands sont envoyés en Union soviétique afin de se former sur les doctrines d'emploi d'une telle arme. L'aviation militaire est interdite ? Rien n'est stipulé sur l'aviation civile (la Lufthansa a été fondée à cette époque) et les formations de pilotes ont pu se faire sans encombre. L'artillerie lourde est interdite ? Rien n'est mentionné à propos du développement de moteurs-fusée dont l'Allemagne deviendra une pionnière dès les années 1930 avec les Nebelwerfer ou les missiles V2 qui seront utilisés durant la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi à la lumière de l'analyse de ce traité, Bainville déplore le manque de courage politique de la France au travers de Clémenceau qui s'est rangé du côté des Britanniques et des Américains, plus soucieux de conserver un équilibre entre les peuples et affaiblir les anciens empires d'Europe centrale en regroupant plusieurs nationalités au sein de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie plutôt que de se préoccuper d'instaurer une paix durable sur le vieux continent. Selon lui, l'Allemagne est tout à fait en mesure de retrouver sa puissance passée et l'avenir de l'Europe semble encore troublé. Il est important de recontextualiser l'ouvrage dans sa période.

Lorsque cet ouvrage sort en 1919, la Russie est en proie aux tourments de la guerre civile entre partisans du tsar et bolchéviks. Les frontières signées lors du traité de Brest-Litovsk ont volé en éclats avec l'Armistice du 11 novembre et les jeunes nations ayant émergé comme la Pologne, les pays baltes ou la Finlande ne demandent qu'à découdre avec l'ancienne puissance dominante afin d'arracher leur indépendance par la guerre si besoin. L'analyse que livre Bainville témoigne de sa clairvoyance sur un potentiel retour en force d'une Allemagne humiliée par un traité qu'elle considère comme un *Diktat* et qui assumera sciemment de violer les conditions du traité dans les années ayant suivi l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

## LE SECRET DE BAINVILLE

Il serait tentant de considérer que Bainville a eu de la chance en visant juste sur les conséquences et les anticipations mais l'essentiel réside dans sa connaissance particulièrement fine de l'histoire de l'Europe et a fortiori de la France et de l'Allemagne. Au-delà de ses talents dans les relations internationales, il rédigea plusieurs biographies comme celle sur Louis II de Bavière, dernier roi d'un royaume éponyme indépendant avant sa vassalisation en 1871 par la Prusse, un ouvrage sur Bismarck, chancelier allemand artisan de l'unification de l'Allemagne en un empire ou encore un ouvrage sur Napoléon dont la citation «Sauf pour la gloire, sauf pour l'«art», il eût probablement mieux valu qu'il n'eût pas existé» résume en une phrase plus de 10 ans de conquêtes territoriales et de batailles ayant ébranlé l'Europe.

La connaissance de l'Histoire est le meilleur atout d'un analyste contemporain. L'étude historique des faits ayant amené à ladite situation permet d'éliminer de nombreuses supputations qui seraient inenvisageables. Auguste Comte disait «Les morts gouvernent les vivants», les actes d'hier forgent notre situation d'aujourd'hui et personne n'échappe à cette maxime énoncée il y a plus d'un siècle et demi maintenant. Les relations internationales méritent une attention de tous les instants afin de ne pas rater le moindre détail qui pourrait laisser transparaître des grandes lignes de force sur l'évolution de la politique étrangère d'un pays ou d'un revirement d'alliances, ce qui aurait pu permettre de prédire, par exemple, le changement de paradigme dans le camp démocrate à l'été 2024 avec la démission de Joe Biden au profit de Kamala Harris.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages :

J. Bainville, *Bismarck*, 1932, éditions du Siècle, Paris (consultable en ligne) :  
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5719125x/f7.item.textelimage>

J. Bainville, *Histoire de deux peuples*, 1915, Flammarion, Paris (consultable en ligne) :  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville\\_jacques/Histoire\\_deux\\_peuples/Histoire\\_deux\\_peuples.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville_jacques/Histoire_deux_peuples/Histoire_deux_peuples.pdf)

J. Bainville, *L'Angleterre et l'Empire britannique*, 1938, Plon, Paris (consultable en ligne) :  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville\\_jacques/angleterre/Bainville\\_Angleterre.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville_jacques/angleterre/Bainville_Angleterre.pdf)

J. Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, 1920, éditions de Flore, Paris, 2022 (consultable en ligne) :  
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k900265d/f14.item.r=cons%C3%A9quences%20politiques%20paix%20Jacques%20Bainville.zoom>

J. Bainville, *La Russie et la barrière de l'Est*, 1937, Plon, Paris (consultable en ligne) :  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville\\_jacques/russie/Bainville\\_la\\_Russie.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville_jacques/russie/Bainville_la_Russie.pdf)

J. Bainville, *Louis II de Bavière*, 1900, Librairie académique Didier (Perrin), Paris (consultable en ligne) :  
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57248697/f6.item>

J. Bainville, *Napoléon*, 1931, Arthème Fayard, Paris (consultable en ligne) :  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville\\_jacques/napoleon/Bainville\\_Napoleon.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville_jacques/napoleon/Bainville_Napoleon.pdf)



# LA VOIE TRANSCASPIENNE : UNE NOUVELLE ARÈNE GÉOPOLITIQUE ?



RÉDIGÉ PAR NIKITA TRETIAKOV



Image n°24 : Sur la "Nouvelle Route de la Soie", le port sec de conteneurs à Khorgos (Kazakhstan). © *La Tribune*

Depuis l'ancienne route de la soie et l'époque de la domination des Khans jusqu'au Grand Jeu, à l'influence de l'URSS et à l'indépendance, la lutte pour le contrôle du Corridor Moyen a toujours été féroce. Aujourd'hui, elle est devenue l'une des plus importantes artères commerciales reliant la Chine et l'Europe. Autrefois considérée comme une région délaissée, cette zone attire désormais non seulement les touristes, mais aussi d'énormes investissements qui ouvrent un nouveau chapitre de son développement. En 2023, environ 2,7 millions de tonnes de marchandises ont été transportées le long de la route transcaspienne, et ce chiffre continue d'augmenter de 10 à 15 % chaque année (*The Times of Central Asia*, janvier 2024). Cependant, la croissance des flux commerciaux s'accompagne de nouveaux défis : les pays participant à la nouvelle route de transport internationale transcaspienne commencent à ressentir la pression des puissances mondiales qui cherchent à revendiquer le contrôle de ces itinéraires stratégiques. L'avenir révélera l'évolution de ce carrefour stratégique sous une pression grandissante. Certains acteurs régionaux sont déjà confrontés à des problèmes qui pourraient s'aggraver au fil du temps.

## QU'EST CE QUE LE CORRIDOR TRANSCASPIEN ?

Pour comprendre la situation actuelle, il est important d'examiner ce qu'est le corridor transcaspien. Il trouve son origine en Chine, qui est le premier exportateur de marchandises vers l'Europe. Selon le ministère du commerce chinois, les exportations vers l'Europe comprennent l'électronique, le textile, les machines, les produits pharmaceutiques et les biens de consommation, ce qui représente plus de 40 % du total des exportations chinoises. Les marchandises sont acheminées par voie ferrée, principalement depuis des villes chinoises telles que Urumqi et Lanzhou jusqu'à la frontière avec le Kazakhstan, qui constitue un point de transit essentiel dans l'itinéraire commercial eurasiatique. Bien qu'il existe un autre corridor passant par l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Turkménistan, ce passage est moins utilisé en raison de la qualité insuffisante des infrastructures et des tarifs douaniers élevés. En revanche, le Kazakhstan dispose d'un réseau d'infrastructures routières et ferroviaires développé qui facilite ses flux commerciaux avec l'ensemble de l'Asie centrale et la Transcaucasie.

Un autre acteur régional important est l'Azerbaïdjan. Le port de Bakou est le principal point d'entrée des cargaisons en provenance du Kazakhstan, ce qui facilite leur acheminement vers la Géorgie, qui est à son tour un point de passage essentiel pour atteindre la Turquie. Les ports géorgiens, tels que Poti et Batumi, assurent l'essentiel du trafic maritime. La Turquie, en tant que point d'arrivée de la route transcaspienne, relie l'Europe et l'Asie via le détroit du Bosphore. Selon l'Association des exportateurs turcs, en 2022, 16 % des importations européennes provenaient de la Turquie, signe de l'importance du pays dans la transformation et la distribution des marchandises vers les marchés européens.



Image n°25 : Nouvelle route de la soie : la guerre en Ukraine transforme la carte des routes commerciales. © *La Tribune*

Dans ce contexte, la route transcaspienne est devenue un élément important de la Belt and Road Initiative, qui vise à étendre l'influence, le commerce et la logistique de la Chine sur la scène internationale. Pourtant, « l'Empire du Milieu » n'est pas le seul à bénéficier du transit. Les acteurs régionaux au cœur de l'itinéraire eurasiatique, comme le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, en tirent également des avantages significatifs. Par exemple, en 2023, le Forum de la Route de la soie a promulgué un accord visant à créer une société ferroviaire unique entre ces pays, ce qui devrait améliorer l'efficacité du transit (EU Briefs, novembre 2023). En outre, le Kazakhstan a récemment créé un ministère des transports chargé de la coordination des investissements dans la capacité de transit de marchandises. Des organisations financières internationales telles que la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) soutiennent activement ce projet. En 2024, la BERD a alloué 1,5 milliard d'euros au Kazakhstan pour le développement des infrastructures de transport, ce qui renforcera considérablement les capacités logistiques dans la région (Observatoire français, février 2024).

L'Union européenne participe également à la modernisation des routes en Eurasie, en allouant jusqu'à 300 milliards d'euros dans le cadre de l'initiative Global Gateway (Commission européenne, décembre 2021). Grâce à ces investissements, la route transcaspienne est non seulement rentable pour les participants, mais aussi prometteuse pour le commerce mondial dans son ensemble.

## UN PROJET ÉCONOMIQUE AU COEUR DE TENSIONS GLOBALES

Malgré cette dynamique positive et une croissance soutenue, le projet attire aussi les critiques, notamment de la Russie. En effet, ce projet apparaît comme une perte d'influence pour Moscou, qui se considérait comme la plaque tournante du commerce entre européens et asiatiques. Néanmoins, l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a brouillé toutes les cartes. La guerre est devenue un catalyseur pour la redistribution des flux commerciaux du Transsibérien russe vers d'autres itinéraires. Le transport de marchandises à travers le territoire russe est devenu peu sûr et politiquement risqué pour les entreprises européennes et asiatiques.



Image n°26 : Le chemin de fer Chine-Europe "Iron Silk Road".  
© Basenton

À la suite des sanctions internationales contre la Russie et au risque de confiscation des marchandises transportées, les volumes de fret ferroviaire eurasiatique - constitués de PC et appareils électroniques, machines et pièces automobiles - ont baissé de 80% (La Tribune, août 2022). Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du FMI, a qualifié les sanctions contre la Russie de « sans précédent par leur ampleur », ajoutant que ces mesures n'ont pas seulement eu un impact majeur sur l'économie russe, mais qu'elles ont également entraîné un « remodelage des routes commerciales mondiales ».

Selon lui, les sanctions « créent un nouvel ordre économique mondial, obligeant les entreprises à trouver de nouvelles voies et à réorganiser les chaînes d'approvisionnement » (Yahoo! Finance, février 2022). Ainsi, la Russie se trouve exclue de l'itinéraire commercial principal entre Europe et Asie.

De plus, l'idée que l'ancienne périphérie soviétique minimise sa dépendance remet également en question l'influence géopolitique de Moscou. La Russie a toujours considéré l'Asie centrale et la Transcaucasie comme sa sphère d'influence et, comme le démontre la guerre en Ukraine, Moscou peut réagir de manière agressive aux tentatives des pays de la région de sortir de son orbite. Néanmoins, des pays comme le Kazakhstan n'ont pas peur d'augmenter le transport de marchandises via la Route Internationale de Transport Transcaspienne (RITC) en tant qu'itinéraire alternatif. Selon le ministère kazakh de l'industrie et du développement des infrastructures, en 2023, le transport par RITC a augmenté de 65 % en glissement annuel (Qaz Avto Jol, février 2024). Il est important de noter que le Kazakhstan, étant membre à la fois de la RITC et de l'Union économique eurasienne, est confronté à la nécessité d'équilibrer ses liens économiques avec la Russie et d'élargir ses opportunités par le biais de la RITC.

D'autres acteurs de la nouvelle route de la soie suivent une politique similaire, tandis que Pékin, malgré sa proximité avec Moscou, soutient les politiques indépendantes des anciennes périphéries russes. Dans ce contexte, la Turquie, jouant un rôle important en tant que puissance régionale et point de passage stratégique entre Europe et Asie, plaide aussi activement pour le développement de la RITC dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et l'Occident. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a souligné à plusieurs reprises l'importance de la diversification des itinéraires logistiques pour la sécurité commerciale, déclarant : « Nous devons garantir la durabilité et la fiabilité des itinéraires commerciaux pour protéger notre économie des risques extérieurs » (*Turkish Investment Conference in New York*, septembre 2023). Les relations commerciales étroites entre la Russie et la Turquie n'empêchent pas les deux pays de se faire concurrence en mer Noire. Le contrôle des routes maritimes et de l'influence dans la région a toujours été un point de discorde dans les relations russo-turques. Et en cas de nouvelle escalade, la pression sur l'Azerbaïdjan et les pays d'Asie centrale pourrait augmenter de manière significative.

Par conséquent, la route transcaspienne devient à la fois un projet économique et géopolitique où se croisent les intérêts de la Chine, de la Russie, de la Turquie et de l'Occident. Dans un contexte d'instabilité mondiale, son développement dépendra de l'évolution du climat géopolitique. La compétition pour l'influence sur ce corridor clé est susceptible de s'intensifier, faisant de la route transcaspienne un lieu où les intérêts des pays de la région, ainsi que ceux d'autres acteurs mondiaux, seront en jeu. Le succès de cette voie sera un indicateur sur la stabilité économique, mais aussi sur la dynamique politique qui façonne le nouvel ordre mondial. L'attention portée à la route transcaspienne ne faiblit pas, et son avenir pourrait ouvrir de nouveaux horizons au commerce mondial, en offrant des opportunités uniques à tous les participants et en laissant une empreinte profonde pour le commerce eurasiatique.

## BIBLIOGRAPHIE

### Articles de presse :

La Tribune (août 2022). Nouvelle route de la soie : la guerre en Ukraine transforme la carte des routes commerciales Chine-Europe. <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/nouvelle-route-de-la-soie-la-guerre-en-ukraine-transforme-la-carte-des-routes-commerciales-chine-europe-928837.html>

Qaz Avto Jol (février 2024). Новости. [https://ru.qaj.kz/news/novosti/2805/?phrase\\_id=21364](https://ru.qaj.kz/news/novosti/2805/?phrase_id=21364)

The Times of Central Asia (janvier 2024). Trans-Caspian Corridor Receives Boost. <https://timesca.com/trans-caspian-transport-corridor-receives-a-boost/>

Yahoo! Finance (février 2022). Sanctions against Russia's central bank mark a 'break-the-glass moment,' economist says. [https://ca.finance.yahoo.com/video/sanctions-against-russia-central-bank-154239980.html?guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuaGtzLmhcnZhcmQuZWR1Lw&guce\\_referrer\\_sig=AQAAANq3d78CJf0clvcdepU3hoxISfXD9ZFhtqnCngxP86zOGGXJrJCmiZHWTCBJrbqGS30U\\_Fep\\_3wYC0LkIO2m01FgiukBy2PEcGcXrfKydZCBI\\_S17ozL5lvKvlxetn8oM3YcRWW5UYdJNXQR079w0Zj5G4pkH87trw85ONI8cjHW](https://ca.finance.yahoo.com/video/sanctions-against-russia-central-bank-154239980.html?guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuaGtzLmhcnZhcmQuZWR1Lw&guce_referrer_sig=AQAAANq3d78CJf0clvcdepU3hoxISfXD9ZFhtqnCngxP86zOGGXJrJCmiZHWTCBJrbqGS30U_Fep_3wYC0LkIO2m01FgiukBy2PEcGcXrfKydZCBI_S17ozL5lvKvlxetn8oM3YcRWW5UYdJNXQR079w0Zj5G4pkH87trw85ONI8cjHW)

### Articles de presse :

Commission européenne (décembre 2021). «*Global Gateway*»: jusqu'à 300 milliards d'euros pour la stratégie de l'Union européenne visant à développer des liens durables dans le monde. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_6433](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6433)

EU Briefs (novembre 2023). L'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Kazakhstan créent une coentreprise pour développer le service multimodal du Middle Corrido. <https://eubriefs.com/?p=14058>

Observatoire français (février 2024). Nouvelles routes de la Soie. <https://observatoirefr.com/2024/02/03/lue-deroule-sa-strategie-pour-le-corridor-central-trans-caspien/>

中华人民共和国商务部 MINISTRY OF COMMERCE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA. <http://english.mofcom.gov.cn/index.shtml>

Türkiye Exporters Assembly (TiM). <https://www.tim.org.tr/en/>

Turkish Investment Conference in New York (septembre, 2023). <https://www.anews.com.tr/turkey/2024/10/24/turkiye-has-right-to-hold-ankara-terror-attack-perpetrators-accountable-pentagon>

# Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Margaux Thébault et Lilou Roy, toutes deux coprésidentes, Guillaume Frageul, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire Pauline Fontaine pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Clothilde Faisant, Matisse Dormoy, Camille Beetschen, Lou Garcia, Beloslava Ouzounova, Grégoire Marconnet, Mathilde Arrouart, Alexandre Delattre et Nikita Tretiakov pour leurs articles de qualité.

Nous tenons à remercier en particulier Lou Garcia et Alexandre Delattre à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous souhaitons remercier Juliette Schnoebelen et Manon Sobaga, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des publications de la revue sur les réseaux sociaux.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

## Rédacteurs en chef

**MARIN GUILLOU VERNE & ROBIN YAHİ**